nous voulons

TOUT!

n°6·7 *10f.*

MOINS ROUGE QUE MOI TU MEURS !

TRAVAIL-CHOMAGE ET Cie (I)

à bas le travail !

La résolution individuelle qui nous pousse, vers un refus du travail pour l'obtention d'un temps libre de plus en plus vital pour nos subjectivités subversives doit, quotidiennement faire face à différents obstacles, établis par un consensus social de plus en plus astreignant. La dite "CRISE" du système capitaliste a engendré d'un côté une organisation quasi-inviolable, parce que fondée sur un besoin réel de Mobilité de Travail, de contrôle et de nouvelle distribution d'une main-d'oeuvre subissant plus que jamais l'austérité des gouvernements qui se succèdent et se ressemblent ; de l'autre des conditions de travail au sein même des entreprises chapotées par une inégale répartition des Richesses dont, encore et toujours la classe ouvrière fait les frais.

La Solidarité de classe annoncée par le gouvernement Socialiste lors des dernières élections présidentielles s'est très rapidement transformée par une difficulté de plus en plus quotidienne pour ceux dont le "travail obligatoire" devenait un obstacle pour l'évolution des structures du Système Capitaliste. (Modernisation de l'appareil productif : informatisation - robotisation). Le besoin de modernisation industrielle entre dans le cercle "Mieux Produire pour Mieux Vendre", mais se soucie bien peut des conditions de vie de la Classe Ouvrière. Le chômage organisé, nous apparait donc comme le lien "nécessaire" au développement du capitalisme. Mais Rigueur oblige : il coûte trop cher, et la réalité du sans travail devient une lutte pour la survie de nos espaces quotidiens : Pas de travail, Pas d'argent.

La démagogie de nos gouvernements c'est de faire croire à une possible résorption du chômage en mettant en avant, par le biais de la propagande, les difficultés du Système Capitaliste dont la réalité de la classe ouvrière n'a que faire.

Pour nous, il est évident que le chômeur devient de plus en plus tributaire d'un besoin de mobilité du travail engendré par la nécessité de Restructuration industrielle à l'échelle du fonctionnement National et International. La réalité des "sans travail" c'est les contrats à temps déterminés, c'est la Formation Professionnelle, c'est l'intérim etc... c'est l'obligation d'être mobile. Mais les propositions sont inchangées, le recyclage n'est qu'une illusion, l'individu devient un pion que l'on ballade où l'on veut, c'est pourquoi l'idée du Refus du Travail devient une nécessité dans la logique de la classe ouvrière même si elle n'est bien souvent qu'une velléité dans nos subjectivités prolétaires. Si nous ne voulons plus travailler, c'est que la contribution à un tel système n'intéresse plus personne : Travailler pour survivre, c'est l'aliénation de nos vies et de nos espaces, c'est l'humiliation imposée par les patrons.

Le Système nous a fait croire au Natureld'un travail. Mais nous ne sommes pas dupes. La classe ouvrière en a ras le bol de payer les pots cassés du Capitalisme. Le sentiment d'utilité n'est plus dans nos têtes.

La classe ouvrière comprend très bien l'aspect inhumain du concept Travail. La Soumission aux logiques des patrons peut alors se retourner en faveur d'une lutte quotidienne, faite de radicalité et de Refus du Travail :
(Absentéisme, Perrrquage, Chômeurs "professionnels".

Aujourd'hui la Notion de Travail est totalement dépassée, et notre utilité réside désormais dans la connaissance et dans la construction d'un nouveau quotidien où nos besoins et nos désirs peuvent s'épanouir librement.

Ce fait, bien réel pour la classe ouvrière, nous amène donc a reconcevoir nos pratiques et nos objectifs qui le moins qu'on puisse en dire, se heurtent trop souvent soit avec théorisation excessive de nos pratiques quotidiennes, soit au contraire, à un manque certain de compréhension politique. Pour nous, la reconstruction du mouvement ou de la mouvance dite Autonome passe par une évaluation commune et réaliste de nos pratiques vélétaires afin d'engendrer une pratique quotidienne réellement Autonome.

D . S . T
(Disponible,Sans Travail)

TRAVAIL-CHOMAGE ET Cie (2)

travail ? non merci !

Il semble donc, que la crise du capitalisme soit fondée sur un besoin de restructuration industrielle. Mais nous ne reviendrons pas sur ce fait. Ce deuxième texte de "Travail, chômage et compagnie" s'en tiendra plus précisément à l'organisation et aux conditions de classement des demandeurs d'emploi, inscrits et comptabilisés sur les listes ANPE.

Avant tout, il est une évidence dont nous ne pouvons faire abstraction l'orsqu'il s'agit de sans-travail; les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont instalé sur le marché du travail un système permettant d'offrir des statistiques toujours plus acceptables et toujours plus acceptées. En effet, le lien entre ANPE / ASSEDIC est obligatoir pour quiconque ayant perdu son emploi et désirant toucher une allocation. Ce lien permet un contrôle sans équivoque des individus à la recherche d'un emploi, mais aussi et surtout, il permet de manier les chiffres selon la volonté des manipulateurs.

Des personnes, plus ou moins fiables (organismes parrallèles, syndicats ou autres) estiment entre 350.000 et 650.000 les demendeurs n'étant pas bénéficiaires des ASSEDIC. Les non-inscrits dans les dossiers ANPE ne sont pas, ici, comptabilisés: dans le cas contraire, QUELLE PANIQUE POUR NOS GOUVERNEMENTS.

Combien de fois dans nos vies quotidiennes avons nous entendu parler de ceux qui, au chômage, mènent une vie sans réelle volonté de travail. Bien souvant le bouc-émissaire social est aujourd'hui définit par le beauf bien pensant, comme le jeune faunéant qui très rapidement se voit attribuer une étiquette d'assisté. De tous ces ragots sociaux nous n'avons que faire. D'abord parceque ces attaques faciles sont la conséquence d'une marginalisation délibérée des sans-travail dans nos sociétés civilisées. Mais surtout, la réalité financière qu'on nous impose n'est pas si facile.

Echappant au "NETTOYAGE" organisé des inspecteurs des ANPE, les subventions accordées aux sans "travail" sont de plus en plus dérisoires, les conditions d'accès aux ASSEDIC de plus en plus contraignantes. Que les radoteurs amoureux du travail aillent, une seule journée, jouer au proletaire manutentionnaire, qu'ils aillent souder les carrosseries chez Renault, et espérons-le, comprendront-ils que les boulots sous-payés nous incitent à faire un chois entre 3000 fr par mois à rien foutre et 3000 fr à asser nos esprits dans n'importe quel atelier où le patron nous mène une vie d'enfer.

Mise au point totalement réglée, nous devons préciser qu'une telle attitude est de loin très minoritaire. L'absence d'emploi est en grande majorité mal vécu par ceux qui, par obligation, fréquentent les bureaux de placement.

Mal vécu pour plusieurs raisons;
-- Tout dabord, en I982 l'ANPE ne couvrait que 5 % des offres d'emploi. Selon les prévision 83, celà ne s'arrange pas.
-- On nous fait croire aux préoccupations des gouvernements à ce sujet. Trop belles illusions pour les chômeurs de moins de 25 ans qui ne sont pas dûpes. Il s'avère que 75 % d'entre eux attendent la fin de leurs "droits" pour réllement se mettre à la recherche d'un emploi. -- chez les plus âgés, l'approche d'une telle situation est de loin différente. Les conséquences sur la vie privée (problèmes familiaux et autres) sont là pour en faire la preuve.

La réaction, bien normale, de trouver un emploi le plus rapidement possible est sans doute dûe au fait que la notion de refus du travail est hors de leur esprit conditionné. Pour eux le TRAVAIL c'est l'ARGENT et aujourd'hui sans TRAVAIL pas d'ARGENT.

Quelle galère pour ceux qui toute leur vie se sont dévoué à un patron. Nous ne pouvons leur en vouloir.

Tâchons plutôt de dénoncer toutes les magouilles conventionnelles dont le sans-travail fait les frais.

Le DROIT AUX ALLOCATIONS, plus couramment surnommé aides à la recherche d'un emploi, se distribuent aujourd'hui sur la base du salaire précédent la perte de l'emploi. Mais le nouvel inscrit doit obligatoirement justifier d'un minimum de trois mois de travail.

L' ELIMINATION BI-MENSUELLE de ceux qui n'ont pas de "bonne volonté". Tous les deux mois des inspecteurs du travail ont la difficile charge d'éliminer ceux qui, pour des raisons individuelles, n'ont pas assez rapidement trouvé un nouvel emploi, ou bien ceux qui, trop souvent en retard au pointage mensuel se voient qualifiés de chômeurs professionnels.

Quelle sale blague.

Un simple exemple;
Agence LOURMEL dans le I5 ème 2 juillet I983 ; sur 3000 inscrits, I500 seront radiés sans aucune explication (??????????)

Le RETARD CONSTANT DES ALLOCATIONS. Une fois le doissier indiv individuel pris en charge par les ASSEDIC, il se passe entre 5 et 6 mois avant que le principal interressé touche un seul franc. Pour les jeunes, 6 mois de dettes, de vols ou de régime. Certains craquent, environ I2 %, d'autres pas. Les allocations arrivent enfin, mais il faut rembourser les copains et ce n'est pas toujours évident.

Lorsqu'enfin les ASSEDIC se rendent compte qu'on est toujours là, il faut justifier de deux demandes d'emploi par mois, celà fait I2, sinon, les nettoyeurs se chargent à nouveau des cas litigieux.

Pour conclure, nous devons préciser le chômage n'est pas une facilité, mais bien au contraire une réalité quotidienne. Etre chômeur aujourd'hui, c'est sans aucun doute une contrainte équivalente à celle d'un travailleur qui se donne 8 heures par jours pour pouvoir se nourrir et se loger convenablement. Les chômeurs qui volontairement ne travaillent pas subiront doublement la pression sociale, parceque dans la tête des gens, les sans-travail se nourrissent avec LEUR argent, et vu la crise et l'austérité, l'argent c'est pour celui qui travaille.

Pour nous qui refusons le travail, nous ne sommes pas prêts à vendre quotidiennement notre capacité productive pour une économie dont on a rien à foutre. C'est pourquoi, même si le chômage est une invention dégueulasse du système, sachez que nous en profiterons jusqu'au bout.

Braves gens à vos portes monnaies, la solidarité est depuis quelques temps à la mode, envoyez vos dons aux ASSEDIC et sachez que;

LE MALHEUR DES UNS NE FAIT PLUS , HELAS, LE BONHEUR DES AUTRES.

D . S . T
(Disponible,Sans Travail)

TOUT! SE VEUT UNE TENTATIVE POUR RELANCER UN PROCESSUS DE PRODUCTION/CIRCULATION D'INFORMATIONS & ANALYSES DANS LE MOUVEMENT.
NI EXPRESSION D'UNE LIGNE, NI PROJET POLITIQUE PRÉCONSTITUÉ (LOIN DE TOUTE RÉALITÉ), NI TENTATIVE DE CENTRALISATION ... SEULEMENT UNE CONTRIBUTION DE QUELQUES INDUVIDUS AUTONOMES, QUI RESSENTENT LE BESOIN OBJECTIF/SUBJECTIF DE METTRE EN PLACE UN RÉSEAU D'ÉCHANGE-CONFRONTATION & RENCONTRE PROLETAIRE.

TOUT! N'ENTEND PAS ÊTRE L'EXPRESSION D'UN COURANT (LES "AUTONOMES") OÙ LE LIEU D'ÉLABORATION D'UNE QUELCONQUE THÉORIE FUT-ELLE "AUTONOME", MAIS BIEN PLUTÔT DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE L'AUTONOMIE PROLETAIRE, COMME MOMENT D'AUTO-ORGANISATION DE LA RADICALITE ET DES LUTTES, COMME RENCONTRE DE NOS SUBJECTIVITÉS REBELLES.

TOUT! UN LIEU OUVERT PARCEQUE NOUS FAISONS LE PARI QUE LA RENCONTRE DE NOS DIFFÉRENCE ET LEUR CONFRONTATION (À NE PAS CONFONDRE AVEC JUXTAPOSITION) MUTUELLE SONT DIX MILLE FOIS PLUS CREATIF ET EFFICACE QUE TOUT PROJET UNIFICATEUR ET CENTRALISATEUR.

TOUT! POUR EN FINIR AVEC LE DESERT & L'HIVER PRÉCOCE!

TOUT ! c/ Le Chaos Final
4I rue des cinq diaments 750I3 Paris

DES O.S. AU TRAVERS DE LA GORGE

Les grèves des OS de l'automobile qui vont s'étendre de manière ininterrompue ,d'effet boule de neige en rebondissement,de septembre 8I à février 83 feront date et prendront certainement une place de choix dans le panthéon référenciel des grandes luttes ouvrières.D'autant plus que si le mouvement s'est tassé et campe sur ses acquis,le feu couve encore prêt à repartir à la moindre étincelle.

Ce fut,en effet,non seulement le mouvement le plus important dans ce secteur depuis mai 68-des milliers d'ouvriers y ont participés d'une manière où d'une autre-mais il s'est développé à un moment politique trés particulier qui a largement conditionné ses contenus revendicatifs et ses formes d'organisation.

Les enjeux étaient importants.Il s'agissait là des premières grèves d'ampleur a éclater depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche;et celà dans un secteur industriel traditionnellement sensible qui rencontre actuellement des difficultés économiques importantes et qui est l'objet d'une restructuration en cours.

Après avoir été la locomotive de l'expansion au cours des 20 derniéres années et aprés avoir connu une augmentation de ses effectifs largement supérieure à la moyenne,l'industrie automobile ne crée plus d'emploi direct depuis 78.

Avec une des rigidité du travail les plus élevées d'Europe,l'industrie française doit,pour retrouver une productivité moyenne,recourir à une introduction massive de l'automation liée à une diversification de la sous-traitance et du précariat-de toute façon l'éclatement et la dissémination du cycle productif.

(Il conviendrait de suivre soigneusement le fil qui relie la robotisation aux luttes ouvrières.Ce sera l'ambition d'un prochain article).

Ce fut parallélement et corrélativemnt un laboratoire politique et social aussi bien du côté ouvrier que du côté capitaliste.Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à très récemment les grandes usines automobiles furent le lieu de passage et de vérification obligé de toute les expériences militantes de gauche et le lieux d'expérimentation des nouvelles techniques de gestion de la force de travail.

On comprend alors que dès le début le patronat,les syndicats et le gouvernement tuut comme les ouvriers suivront avec attention le déroulement de ces conflits aussi prévisibles qu'inévitables et l'investiront de la valeur d'un test social à valeur générale.

Tout le monde attendait de voir au tournant de quelle couleur était fait le changement.

Souvent bousculés,dépassés les syndicats-et surtout la CGT-ont collé tant qu'ils l'ont pu au mouvement et avec relativement de bonheur .L'occasion était rêvée pour croiser le fer avec avec le patronat de choc des usines automobile privées et pour tenter avec l'aide des alliés au gouvernement de déboulonner les hiérarchie traditionnelles de ces firmes pour les remplacer par un contre-pouvoir syndical.Pour celà,il était nécessaire de gagner une base de masse et ainsi une représentativité importante pour s'imposer comme l'un des acteurs crédibles du changement.La nouvelle politique de la gauche concernant les relations industrielles trouva ainsi la possibilité de s'appliquer à chaud à défaut de pouvoir le faire à froid.

Ces luttes ont donc permis un rattrapage sur le niveau social ambiant des usines du groupe PSA; c'est-à-dire le remplacement d'un type de contrôle de la force de travail que même les milieux patronaux qualifiaient d'archaïque par une gestion syndicale plus propice au consensus social.

Plus profondemment elles ont permis de tester une généralisation de la politique contractuelle à l'ouvrier-masse,l'OS et une redéfinition corrélative du rôle et de la fonction syndicale.

Mais,il s'agissait également de faire passer cette nouvelle donne y compris dans les firmes nationalisées.A l'occasion du conflit de janvier 83 à Billancourt le ministre du travail a pu critiquer vertement une direction incapable d'anticiper les lois Auroux et ainsi de désamorser les grèves.

De toute manière,cette stratégie visant à redistribuer les cartes a parfaitement fonctionnée avec une

Le rythme exténuant de la chaîne ... ou là où il y a de la chaine il n'y a pas de plaisir.

avancée significative de la CFDT à Flins qui est devenue majoritaire et surtout de la Cgt dans l'ensemble de la région parisienne.Mais pour ce faire ils ont du coller aux préoccupations de la masse des ouvriers et mettre en veilleuse au moins pour un temps leurs discours gestionnaires.

On peut parler à l'occasion de ces grèves de l'apparition d'une autonomie ouvrière structurée,organisée.Même si elle a pris des formes spécifiques,selon la période et l'interlocuteur syndical le mieux implanté et surtout selon la composition "ethnique" des ouvriers,là où elle s'est manifestée.Et celà même si son imbrication apparente dans l'appareil syndical pouvait faire songer à une utilisation univoque. Ainsi,partout,le mouvement,l'organisation ouvrière-les délégués de chaîne,d'atelier,ou les comités de grève-a été l'instrument qui a permis de briser l'encadrement disciplinaire;de faire passer le changement au niveau des relations industrielles,des rapports de travail. C'est ce qui a permis de conquérir et de conserver,en partie,des marges d'autonomie dans le déroulement concret du procès de travail,dans la définition des cadences(le coulage,l'utilisation de la grève,de la discussion contre le travail)et de garantir des espaces de contre-pouvoir face à une maîtrise en crise, désorientée,incapable-dans le cas d'Aulnay et de Poissy en particulier-de faire redémarrer normalement la production,ni de se faire respecter après des années de brimades et de vexations.Si l'on a beaucoup plus parlé des affrontements les plus sévères qui ont eu lieu dans les usines du groupe PSA,ces comportements ont été également observables dans les vitrines sociales de Renault et

montre clairement que l'objectif des luttes au-delà(et avant même) des revendications concernant le salaire et les classifications était de parvenir à imposer un rapport de force suffisant pour faire baisser la pression de la chaîne,du travail.

Depuis la fin du mouvement,et là où il s'est développé,la sous-production chronique,le coulage,les rebuts dûs aux malfaçons,le sabotage et l'absentéisme sont le lot quotidien des usines de la région parisienne.Et on peut observer dans ces usines l'accélération d'un mouvement, déjà commencé depuis quelques années,de décentralisation vers des cieux plus cléments.Ainsi,alors que le groupe PSA annonce 6000 suppressions d'emploi dans la région parisienne,l'usine Citroën de Rennes embauche un millier d'ouvriers.

Ce sont là où sont réunies les conditions de travail les plus dures et où plane la menace de la robotisation quont éclatées ces grèves.La sellerie à Sandouville, la peinture à Flins,Billancourt; UNIC-FIAT,les caristes et des secteurs en voie de disparition à Billancourt comme la fonderie ou le montage-moteur.Ou bien encore contre l'ensemble d'un système comme dans les usines du groupe PSA.

Au niveau des revendications avancées la poussée égalitaire pour le passage à la qualification supérieure a été largement présente dans l'ensemble des conflits.L'aboutissement de cette revendication était susceptible de déstabiliser le savant édifice de stratification de la classe ouvrière mis au point dés 75 comme réponse technico-politique au cycle de lutte des années 60.Bien qu'elles jouent toujours leur rôle de maintien de la division ces grilles provoquent des effets pervers.En refusant toute négociation sur ce probléme,les directions des firmes automobiles ouvrent la porte à une suite sans fin de mouvements catégoriels qui ébranlent tout le système.

Et règle générale lorsque de nouveaux sytèmes de promotion sont négociés c'est en échange d'une contrepartie inquiétante sur la polyvalence et la mobilité comme Sandouville en 8I,à UNIC-FIAT,à Peugeot ou comme dans l'accord Renault de 82 dans lequel la promotion des OS passe par la polyvalence afin de combattre l'absentéisme.Et lors de ces conflits les ouvriers étaient très conscients de ne pas bénéficier d'un rapport de force suffisant pour remettre en question le travail à la chaîne,la pénibilité.Ils l'ont donc fait payer le plus cher possible.

On voit mal actuellement de quelle manière des luttes d'usine pourraient modifier ou même infirmer une telle logique et dégager une alternative un tant soit peu ouvrière.Et comme l'illustre parfaitement ce mouvement la question se résume à savoir quel prix peut être arraché.

Il serait incomplet d'en rester là et d'occulter ce qui caractérise ce mouvement typique d'OS.C'est qu' il s'est développé,structuré principalement-sinon exclusivement vers la fin-parmi les ouvriers immigrés; c'est qu'en I8 mois de rebondissement,la participation des ouvriers nationaux va au fur et à mesure s'amenuiser au point d' arriver dans certains cas aux limites d'une fracture entre les deux communautés.Comme à Chausson ou à FLins en janvier 83 sans même parler de Aulnay ou de Poissy.

En effet,pourquoi la grève à Flins et non au Mans où le travail est identique et la tradition de lutte vivace,pourquoi Aulnay,Poissy et pas Rennes ou Sully sur Loire ? Il suffit de comparer le pourcentage de la force de travail exogène dans ces différentes usines pour trouver l'amorce d'une réponse.Les immigrés ont bougés massivement à l'occasion de ce mouvement.Qu'ils aient saisi l'opportunité offert par le changement de gouvernement et la timide ouverture de la gauche à leur égard n'explique pas tout. Depuis une dizaine d'années,les immigrés sont plus que fréquemment à la pointe des luttes,les animent et s'organisent de manière autonome (Flins déjà,SONACOTRA,PENAROYA...). Et dans la situation économique actuelle,il est compréhensible que se soit en priorité cette composante de la classe ouvrière qui se mobilise contre les menaces de licenciement,de restructuration ou pour arracher de nouveaux droits.Car, c'est elle qui est la plus vulnérable et la plus touchée par la baisse constante des emplois industriels(la France a perdu en IOans 700 000emplois industriels dont près de 60% concernant les immigrés). L'intensification du travail concerne particuliérement les postes qu'elle occupe en attendant que les progrés technologiques et/ou les moyens financiers en permettent l'automation et dans une certaine mesure la "françisation" des emplois restants. Quant-à la promotion,il est notoire qu'elle est moins rapide pour un ouvrier venant du Magrebh que pour un jeune français.

Tout celà explique le caractére violent et jusqu'au-boutiste de ce mouvement.

De main-d'oeuvre docile et corvéable à merçi la communauté immigrée a développée au cours des années une tradition de lutte et de résistance dont les délégués de chaîne de Citröen sont la dernière manifestation.

C'est pourquoi attaquer la figure de l'immigré comme celà se fait act-

suite p. 16

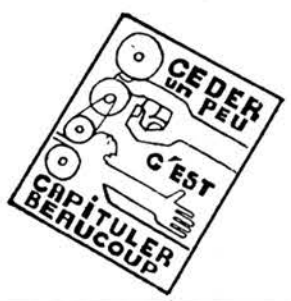
18 MOIS DE LUTTE

Dans le paysage social déprimé de l'après dix mai dont personne ne se risquait à prédire s'il s'agissait d'une inertie durable de la classe ou bien de l'effet conjoncturel d'une anesthésie due à l'état de grâce,une grève éclate au département sellerie de l'usine Renault de Sandouville.

Dés ce môment,une suite de conflits sur les conditions de travail et les grilles de qualification vont s'enchaîner pendant dix huit mois dans l'industrie automobile selon une logique si incontournable que les stratèges patronales qui tenteront par des moyens différenciés de les circonvenir ne parviendront qu'à attiser le mouvement et à lui donner une dimension de plus en plus politique.Et celà,jusqu'à prendre l'aspect d'un bras de fer entre les ouvriers grévistes appuyés par les syndicats et le patronat s'appuyant sur la maîtrise et une partie des OP dans un contexte polémique de bataille de la production et de survie de l'industrie française teinté de xénophobie.

A nouveau,l'irruption sur la scène sociale des OS en majorité immigrés comme force revendicative autonome venait bouleverser tous les savants calculs élaborés sur la politique salariale et les relations du travail incarnées par les lois Auroux.

Ni la conjoncture politique au sein de laquelle ces grèves éclatent, l'arrivée de la gauche au pouvoir comme allié potentiel ni les lieux où elles se développent,les grandes usines taylorisées et les chaînes comme vecteur de l'exploitation intensive ne sont indifférents à la compréhension du mouvement.Il y a bien là valeur de test social : une occasion propice-du côté ouvrier-pour vérifier sur le terrain la

Groupe et usine	Type de véhicule	Nombre de salariés	Représentativité syndicale	Grève et grévistes	revendications et acquis	Perte véhicule
Renault-Sandouville	R 20 R I8 R 30	9700 Dont 6% immigrés	Oct.,délégués du personnel CGT:77,52% au I°collège et 85% à la sellerie	Sept. à oct. 8I, 400 des 600 ouvriers de la sellerie débraye de I à 4 heures par jour. Un conseil d'atelier est élu pour diriger la lutte.	Revendications:baisse des cadences et embauche de I60 pers.de plus. Acquis:prime de 200f;embauche de 50 pers. et 49% des heures degrève payées.	10.000
Renault-Billancourt	R4	I9200 dont 39% immigrés	Après le conflit -I3% à la CGT au profit de la CFDT	Sept. à oct. 8I, les peintres débrayent pour une garantie de ressource.Les essuyeurs du même atelier font de même. Les ouvriers du montage-moteur et les O.P des fonderies débrayent également pour une garantie de ressource. Les ouvriers des presses arrêtent le travail. Grève-bouchon à la finition mécanique et lock-out le I2 oct. de 400 ouvriers.Débrayage sur toute l'usine les I5,22 et 27 oct. à l'appel des syndicats."Le plus fort mouvement depuis 68".	Ils obtiennent une prime fourgonnette de I09 à 229f et pour les essuyeurs 5 points de plus sur le coefficient. Le montage-monteur et les fonderies obtiennent 200f. de prime. Les ouvriers des presses réclament PI pour tous (300f)et ils obtiennent un système d'enrichissement des tâches comme à Flins et le passage au PI après formation et examen.En attendant:prime de I00f Les ouvriers de la finition mécanique veulent le coëfficient I80 et un plan de carrière des AP et PI. Ils obtiennent I50f pour l'ensemble du personnel et une négociation sur les carrières.200f de prime ponctuelle et 60% des heures de grève payées.Passage de 60 OS à PI sans précision de date.	19.000
Peugeot-Sochaux		3I400 dont I5% immigrés	CGT: 46,5% CFDT: 23% FO: I0,5% CFTC: 9,5% CSL: I0,5%	Face à une remise en cause des congès d'ancienneté les ouvriers de la carrosserie,en majorité immigrée,débrayent les 2I,22,23 et 27 oct.Le mouvement passe de 300 pers. à I500 par équipe. Une tentative d'occupation est cassée par la maitrise le I0 nov.S'ensuit une répression et I05 pers. sont mises à pied pour un total de 305 jours.	Baisse des cadences et amélioration des conditions de travail,400f pour tous,38h immédiate et 3800f minimum par mois,suppression du fichier(DIPO). La direction accorde une augmentation de 3% pour l'ensemble de l'usine et quelques mesures mineures.	
Maubeuge MCA Filiale de Renault	Fuego R I8	2900 dont I9% immigrés	En 82,aux élections des délégués du personnel,la CFDT obtient63%	Du 26 janv. au 5 fév. 82:grève majoritaire(plus de 2000 pers.)des ouvriers,cadres et techniciens pour l'application des 39 heures.	Ils réclament l'alignement sur Renault.La direction cède sur presque toutes les revendications.	2 000
Renault-Flins	R 5 R I8	I8000 dont 39% immigrés	CE (8I): 5 CGT 3 CFDT DP (mai 82): I9 CFDT I8 CGT 3 FO 	Du 26 janv. au I6 avr. 82,les OP(P2 et P3) débrayent pour réclamer un rattrapage sur les OS. Mais ils refusent toute coordination avec eux. Du 30 mars au 8 avr. 350 des 800 caristes,en majorité français,bloquent les chaînes avec leurs engins.Ils ont le sentiment d'avoir un véritable métier et d'être sortis du rang des OS. Du 8 au 30 av.,les 2000 OS des chaînes mécanique sellerie et tolerie R5 et RI8 se mettent en grève et bloquent la production.Un comité de grève d'une trentaine d'ouvriers dirige la lutte.Le I0 av. la direction met en lock-out 7000 OS. Lorsque l'usine rouvre la grève repart de plus belle.Incidents avec la maîtrise.Second lock-out le 2I avr.Le gouvernement nomme un médiateur.	Ils demandent 20 points supplémentaires,mais ils obtiennent très peu:essais professionnels plus fréquents et indemnisation de I05f par samedi travaillés et récupérés. Partis sur la revendication du I85 pour tous,les caristes obtiennent un système d'échelonnement pour le passage au PI maxi(I85) en fonction de l'ancienneté dans le poste,50% des heures de grève payées et une clause de non-sanction pour fait de grève. Les OS des chaînes refusent la division engendrée par un système de carrière qui lie la progression au "présentéisme". Il obtiennent la mise en place d'un plan de formation des AP et PI(I65,I70,I75 et I80)pour passer au coëfficient supérieur,une prime d'attente de I00f,la possibilité d'accoler la 5°semaine de vacance et 20% de réduction sur le billet pour les immigrés.30% des heures de grève sont payées et 70% pour le lock-out.	30.000
Citroën Aulnay	CX VISA LNA	6500 dont 67% immigrés	Aux élections des délégués du personnel du 22 juin(donc après le mouvement): CGT:57,5%(+48%) CFDT:5,3%(+2,8%) CSL:33%(-50%). La CGTa plus de 2000 adhérants alors que la CFDT à peine 300.	Débrayage les 8 et I6 avr.82.La tension monte contre le système Citrën et les petits chefs racistes.Mise en place des délégués de chaîne. Le 26 avr. la grève est totale,la CSL et la hiérarchie se barricadent dans l'usine.Nombreux affrontements.Le mouvement s'étend à Asnières, Levallois et St-Ouen.Un médiateur,Dupeyroux,est nommé par le gouvernement.Reprise le Ier Juin. Une semaine plus tard,débrayage général pour l'application des recommandations Dupeyroux. Auto-réduction des cadences.La production n'est plus assurée qu'à 70 ou 80%. Nouveau débrayage à la rentrée 82 à cause des retenues sur le salaire consécutives au mouvement du printemps.Bagarre:un contre-maître blessé et grève de la maîtrise.Sous-production.La direction affirme que 80% des voitures doivent être retouchées.	Les grévistes réclament 400f pour tous ,la baisse des cadences,le PI pour les caristes,des élections libres et des garanties sur les libertés à l'usine. Le médiateur recommande:I0% d'augmentation en 82 avec un minimum de 400f,un schéma de carrière assez similaire à celui de Renault,l'affichage des cadences et l'arrêt des mutations arbitraires,5°semaine accolée pour les immigrés.A l'instigation des syndicats:mise en place d'une commission des libertés pour contrôler l'application du droit syndical;et d'une commission mixte qui règle les questions pendantes sur les salaires et les conditions de travail. La direction propose une avance de 300f sur le salaire.	

MOBILE dans L'AUTO

Talbot-Poissy	SAMBA SOLARA HORIZON	I6900 dont 55% immigrés	Mars et mai 82 la CGT et laCFDT ont ensemble environ 40% des voix dans le collège ouvrier.	Du 2 juin au 5 juil.82 l'atelier de ferrage cesse le travail.Bagarre avec la CSL et blessés dans ses rangs.La grève s'étend à tout le B3.La carosserie et le montage sont complètement bloqués.La police vide plusieurs fois l'usine qui est systématiquement réoccupée par les grévistes.Le II juin l'occupation du B3 commence.Des actions sont menées à l'extérieur alors que la CSL organise à Poissy une manif. de 4000 pers.et occupe la mairie.Les sous-traitants de Talbot se mobilisent avec le SNPMI. Un médiateur est nommé,c'est...Dupeyroux à nouveau. Il remet ses conclusions le Ier JUIL.Re_prise du travail.La direction dénonce la mise en place de délégués de chaîne. Fin août,elle licencie 8 ouvriers la plupart délégués de chaîne CGT leur reprochant des violences et des refus de travail.Le 7 sept. grève générale. La direction recule et transforme les sanctions en mise à pied.	Les revendications sont très proches de celles de Aulnay:400f pour tous,les cadences,les libertés ainsi que les points plus spécifiques aux immigrés comme la 5°semaine et le billet d'avion à tarif réduit. Le rapport que remet Dupeyroux est lui aussi dans le même esprit que celui qu'il a déjà remis à la direction de Citroën.	
Renault-Flins			Baisse d'influence de la CGT qui perd 3%	Désillusion:affichage des cadences ne veut pas dire baisse.De plus,mécontentement général face à la lenteur de la formation. Le 6 janv.,grève-bouchon à la peinture,qui entraine le blocage de toute l'usine,contre le manque de passerelle pour atteindre la filière professionelle. Le II janv.,le centre livreur(400 pers.) et le I3 l'électrolyse se mettent en grève.Lock-out de II000 ouvriers pour éviter l'extension du mouvement.Situation tendue,des urnes sont cassées. La direction entame des procédures de licenciement à l'encontre de délégués CFDT.Le 2I fév.,l'usine est massivement en gréve.Le CE refuse les licenciement par 9 voix contre 3.La CGC s'attaque à "l'égoïsme des immigrés". Du Ier au 7 févr.des débrayages avaient eu lieu pour l'indemnisation des II000 lock-outés.	Tous les grévistes réclament le passage à la qualification supérieure(P2-I95 pour les peintres et PI pour les autres)300f de plus pour tous. Acquis:entre I90 et 275f.La régie Renault échelonne 8% d'augmentation sur l'année 83 et accorde le Ier fév.I20f de complément.La masse salariale reste inchangée mais est redistribuée en faveur des ouvriers.La CGC dénonce "l'accord scélérat". Le chomâge technique sera indemnisé à 74% plus récupération facultative le samedi.	
Renault-Billancourt			CE(nov.82): 6 CGT,I CFDT DP(janv.83) 22 CGT,6 CFDT, 2 FO.	II janv.:grève à l'atelier de peinture(250 ouvriers) et blocage des chaînes. 2I janv.-3 févr.:grève à l'atelier de sellerie(400 ouvriers). 2I-27 janv.:grève de 4 jours à l'atelier de montage mécanique.	Revendicati s:garantie d'une prime de I80f,passage à une qualification supérieure,baisse des cadences, temps de douche supplémentaire.Les revendications s'alignent rapidement sur celles de Flins. Acquis:maintien de la prime avec I55f de plus pour les peintres.40% des heures de grève payées. La selleris:250f le 7 mars et amélioration des qualifications.	
UNIC-FIAT	Camions	I200 dont 35% immigrés	En 82 la CGT obtient 43% des voix dans le collège ouvrier.	Début 83,les peintres se mettent en grève contre l'augmentation des cadences. I7 janv.,300 OS des chaînes débrayent pour exiger le respect d'un engagement pris sur les salaires en 82(I50f).Lock-out le 20.La CGT propose de négocier, les ouvriers refusent,l'usine ferme à nouveau le 28.Reprise le 3I janv. Courant févr. FIAT annonce 406 licenciements économiques en France dont III à Trappes.	Revendications:retour aux effectifs antérieurs, amélioration des conditions de travail et 5 minutes pour se laver les mains. Acquis:3% au Ier mai avec un plancher de 85f et 3,5% le second semestre avec un plancher de I95f.Le pouvoir d'achat sera maintenu en 83.Indemnisation à 70% des jours perdus.	1500
Citroën Levallois	2 CV	3000 dont 67% immigrés	CE(8I):7 CSL, 2 CGT DP(juin 82): 8 CGT,5 CSL.	I9 janv.-2 févv.:l'atelier de carrousel ferrage a débrayé le Ier et le conflit s'est rapidement étendu.Des débrayages avient déjà eu lieu début janvier pour la reintégration d'un ouvrier licencié.	Revendications:paiement des 30h de débrayage du début janv.à 60%.Refus de 3 jours de chômage technique prévus par la direction. Acquis:pas de chômage technique à la condition que 500 ouvriers acceptent une mutation vers d'autres usines du groupe,350f pour les heures débrayées et I20f d'augmentation en février.	
Citroën-Aulnay				Le 2 févr.I7 blessés parmi la CSL au cours d'une bagarre avec des manifestants CGT.Le 3 févr.les agents de maitrise et les OP des retouches débrayent pour exiger le licenciement des auteurs de l'agression.La production est paralysée jusqu'au 4 févr. au soir.La direction décide I4 mises à pied de 6 jours et I2 licenciements dont 4 concernant des délégués de la CGT.Le I4 mars,les 4 délégués rejoignent leur poste sans incident accompagnés par les ouvrier	L'essentiel de la lutte tourne autours du refus des licenciements,mais des cahiers de revendications continuent de circuler pour les cadences et les salaires.	
Chausson (filiale Renault-Peugeot)	TRAFIC (Renault) J9 (Peugeot)	3700 dont 52% immigrés	CE(82):7 CGT,2 CFDT et I FO DP(mai 82):I3 CGT 5 CFDT,3 FO. Aux élections DP après la grève: CGT:56,5%(62%avant) CFDT:30,I%(24,2%) FO:I3,4%(I3,7%)	7 janv.I6 févr.:l'usine est paralysée.Le mouvement s'est étendu des chaînes TRAFIC au reste de l'usine.	Revendications:300f mensuel,resserement des salaires, révision des grilles de classification,paiement des heures de grève,25% sur le billet et respect de la "dignité ouvrière". Ils obtiennent:I40f de plus,ce qui fait II,6% sur l'année pour un salaire de 4500f,30% des heures de grève payées avec des samedis de récupération,calendrier pour étudier la question des classifications et pour le billet et garantie sur la"dignité".	

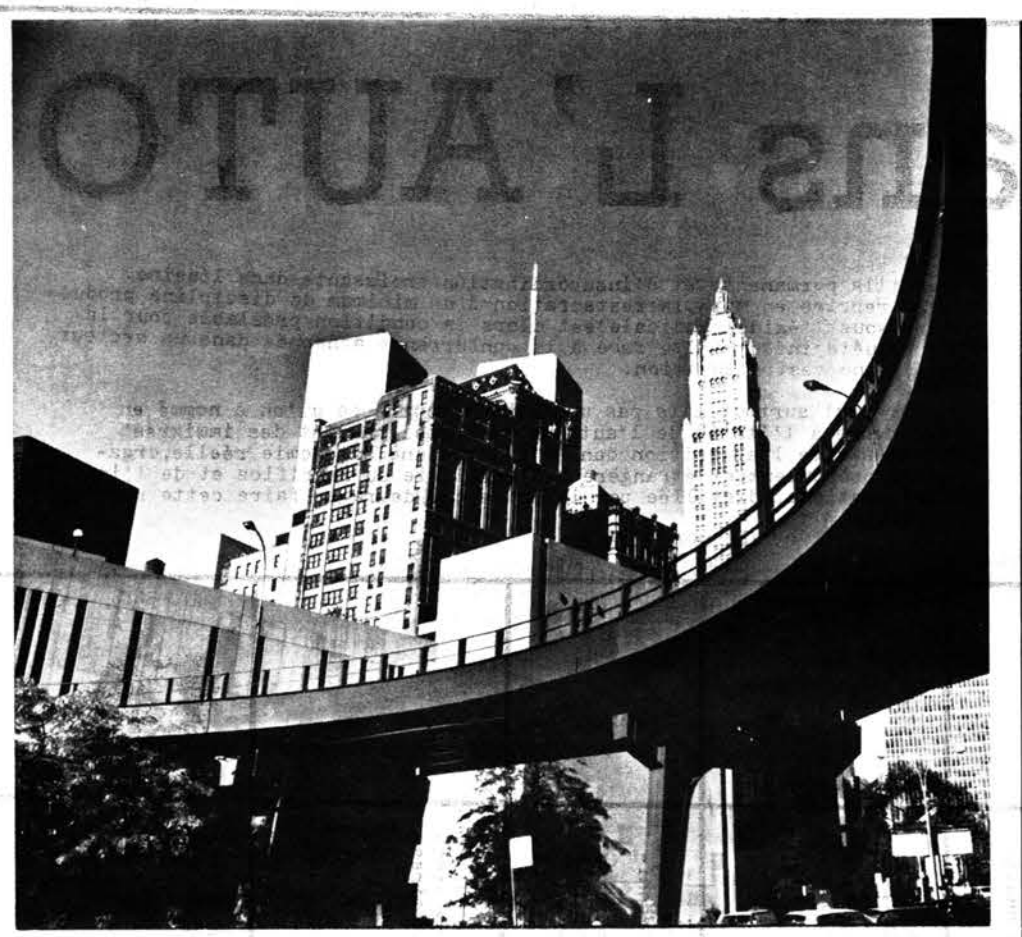
nature et la profondeur des transformations censées être intervenues depuis le renversement de majorité;et le besoin-du côté patronal-de contrôler le sérieux des nouveaux gestionnaires de l'Etat.En optant pour le rôle de médiateur et en ménageant-tout au moins en surface-les uns et les autres ceux-ci s'en sont assez bien tirés et ont conservé de part et d'autre une certaine crédibilité.

Mais,une telle attitude si elle a permis dans un premier temps de faire passer dans les faits contre un patronat réticent la nouvelle donne du jeu social concocté par les socialistes et si elle a eu pour objectif et pour résultat de faire baisser la tension et d'éviter l'épreuve de force entre les directions des firmes automobile et les syndicats contraints de couvrir leur nouvelle base,n'apportait pas de réponse sérieuse et satisfaisante aux problèmes posés par un état de guérilla permanente et d'insubordination croissante dans l'usine.

La reprise en main,la restauration d'un minimum de discipline productive sous l'égide syndicale est alors la condition préalable pour la reconquête industrielle face à la concurrence acharnée dans un secteur en pleine restructuration.

Et c'est surtout,mais pas uniquement,contre ce qu'on a nommé en référence à l'Italie de l'automne 69 le"mal rampant des immigrés" c'est-à-dire l'apparition dans l'usine d'une autonomie réelle,organisée profondemment étrangère à l'idéologie du sacrifice et de l'intérêt national distillée par la crise que devra se faire cette reprise en main.

Tony Gorgonzolla



SQUATT
D'UN AUTOMNE A' L'AUTRE

La "maison mère" des Occupants-Rénovateurs du 19ème (OR 19) a été expulsée le 2 Aout. Cette expulsion marque un tournant à notre lutte dans le quartier.
Elle succède à une campagne pour la libération de Pierrick, emprisonné pour désertion (deux évasions de la caserne Dupleix).
Cette campagne a eu lieu en juillet, elle a consisté entre autres en une manif à poil sur les Champs, à l'ouverture d'un squatt pour le comité de soutien, à la parution d'un journal (distribué simultanément sur 50 points militaires parisiens), appelant à l'insoumission.
La vigueur de la campagne a permis la libération de Pierrick, le procès pour désertion n'aura pas lieu, l'affaire ayant été classée à l'instruction.

Les expulsions de rastas déclenchées depuis le printemps, une sortie voyante de la lutte des occupations de maisons par les OR 19 (avec l'affaire Pierrick), ont préparé le terrain pour l'expulsion du 2 Aout.

De cette maison au 182-184 rue de Crimée était parti le mouvement, d'abord un café fonctionnant sur un réseau de connaissances, l'ouvertures de plusieures maisons au printemps 1982, puis un CAFE public géré par les habitants de toutes les maisons et des non-squatters.

Ce tournant entérine en fait la perte d'une dynamique qui, il y a un an, se manifesta par des ouvertures de maisons à répétition.

La lutte se heurte à divers obstacles, le manque de locaux vides appropriés, des maisons assez grandes pour un mode de vie collectif. Le manque de groupes décidés à squatter, le plus souvent c'est individuellement que des gens sont intéressés.
Plus encore que ces obstacles somme toute matériels, les limites politiques de la démarche se font sentir.

Si la démonstration que le squatt peut être la condition d'un mode de vie satisfaisant ou sociabilité différente, refus du travail trouvent à se réaliser, le "militantisme" pour les occupations de maisons avec ses aspects activistes (opérations spectaculaires, présence sur le quartier...etc) devient une nouvelle contrainte qui ne trouve pas toujours sa justification.

Beaucoup de ceux qui occupent dans le 19ème l'ont fait non seulement pour se loger, pour vivre à plusieurs mais aussi pour ne pas perdre une identité subversive dans une (dés)intégration majoritaire à gauche de la gauche .

En réalisant des occupations de maisons publiques, nous affirmons l'irréductibilité de besoins que l'Etat ne peut satisfaire.
Mais il faudrait aller plus loin - Hors depuis le 10 Mai, ni luttes, ni mouvements ne sont intervenus (à Paris au moins) quoiqu'en pense de la diffusion de certains comportements, le squatt par exemple, la Ville de Paris recense aujourd'hui 3500 squatters, ceux-ci ne se recoupent pas avec des formes d'organisation collective de leur réalisation.

Les squatts ethnico-culturels (blacks par exemple), se laissent parasiter par un réel d'héro pourtant contradictoire avec leur mode de vie. Babylone reste maître même à l'intérieur du ghetto, avec ses O.D., les magouilles de trafiquants de main-d'oeuvre...

La constitution en ghetto aboutit ici à des résultats limités et casse-gueule.

Les OR se posent non seulement comme alternative culturelle mais aussi comme une possibilité concrète de ne pas perdre toute identité politique.

Les critiques de tous bords n'ont pas manquuées. Pour certains, les OR c'est pas cool, trop politisé et activiste, il vaut mieux faire du squatt culturel sympa.
Pour d'autres, les OR sont des branques réformistes prêts à tout négocier avec l'Etat.

Ces deux critiques ne méritent strictement aucune réponse tant elles ne débouchent sur aucune proposition alternative à la réalité actuelle d'une lutte réduite à un isolement épuisant.
Là où débats et discussions traversent aussi bien les OR que d'autres franges d'un éventuel mouvement antagoniste c'est à propos de la nature des possibilités de faire effectivement mouvement.

De Berlin parviennent des échos de ce qu'une lutte peut s'éteindre de n'avoir pas su se fixer des objectifs plus déterminants que les simples occupations, de Hollande par contre la viabilité d'une socialité maintenant inscrite historiquement, ne cesse de s'affirmer aux dépends peut-être d'un discours radical, qui ne serait qu'un appendice inutile à une pratique qui non contente de révolutionner le quotidien, s'autorise par fois à menacer l'Etat. Qu'on se souvienne du couronnement de la reine Béatrix.

Ici en France, et surtout à Paris, enjeu particulier entre Gauche et Droite, vitrine d'une éventuelle réussite socialiste, comme d'une gestion propre à la Chirac, aucune différence ne peut s'affirmer sans rupture. On sait ce qu'une rupture totale porte en elle d'isolement et de mort quand elle n'est pas victorieuse, l'arrivée des socialistes au pouvoir permettait de penser non une amélioration, mais un changement des conditions de lutte, utiliser la Gauche au pouvoir après l'avoir utilisé dans l'opposition semblait un pari possible.

L'attaque frontale de l'Etat contre les squatts associatifs ou non et plus généralement contre tout ce qui menace la modernisation capitaliste que le PS est chargé d'entreprendre, montre bien que le PS ne peut pas gérer finement la conflictualité.

Il reste l'intelligence d'un pouvoir qui connait bien le type d'intervention qui pourrait se pratiquer à sa gauche.

Jamais clair, le projet OR ne peut être ramené qu'à une pratique commune qui s'est trop souvent bornée à répondre (efficacement certes!) aux attaques de l'Etat..Si la recherche d'une sociabilité nouvelle ne peut que s'affronter à l'Etat, les moyens utilisés (presse bougeoise, combat judiciaire, des thèmes comme la vie associative) visaient à prendre au mot le PS, à changer l'image de marque des squatts, à empiéter sur des terrains réservés ou réutilisés par le pouvoir, pour les faire nôtres.

Cette réalité induisait un effet de surprise d'où l'efficacité de nos actions tout en evitant de payer le prix fort.
Aujourd'hui des projets se font jour, différents de notre réalité sans projets en ce que l'on peut y lire, la téméraire volonté de faire à nouveau mouvement.

Cette témérité mérite d'être saluée, indispensable à tout projet, elle se conjugue à une reprise d'un discours de l'antagonisme dans ce qu'il a d'intelligence, mais revendique aussi des pratiques qui vaudraient d'être repensées.

On ne fait pas mouvement, quand bien même la mise en avant d'une identité antagonique est nécessaire, sur de simples comportements de rupture, pointe émergée de l'iceberg, que des pratiques trop restreintes ne peuvent permettre de dépasser. La recherche d'une complexité plus opérante passe aussi par une reconnaissance des expériences qui se jouent ailleurs.

Si l'on veut que cent pleurs se tarissent...

L'apparition de nouveaux projets concrets peut du côté du 19ème, pousser à un débat vital, sur les perspectives qui doivent innerver tant les luttes sur le territoire que l'émergence d'un mouvement complexe xe . Le refus du débat et de l'initiative collective a prévalu à l'automne dernier lors des expulsions simultanées 19ème-20ème, quand une manif/occupation de trois cents personnes se fit sans les OR. L'ignorance, le mépris, le silence, voire l'affrontement entre des expériences d'aggrégation sociale n'ont que trop durés.
Là aussi il faut que ça change!

Les réflexes sécuritaires qui traversent un 19ème obtus, la tentation d'un radicalisme érigé en dogme abrupt chez d'autres protagonistes, pire encore le voyeurisme morbide qui se manifeste parmi le plus grand nombre de ceux qui, loin de participer à quelque projet ou expérience que ce soit, comptabilisent cadavres et echecs; tout cela devra disparaitre sous peine de favoriser toujours stagnation ou écrasement de toute tentative d'aller de l'avant.

Qui d'ailleurs se contenterait de ce qui existe ?

Mardon Branlo

AMSTERDAM: LEÇON DE CHOSES (kraakkrant)

Comment s'est passée l'occupation ? J'ai lu dans la presse que quelques 400 personnes avaient convergées de quatres coins différents de la ville vers la maison à occuper. Ce qui m'interesse c'est de savoir comment vous vous êtes organisé, comment vous avez procédé à l'occupation ?

Zweitse: Si on veut parler de l'organisation dans le mouvement kraakers, il faut dabord dire que dans chaque quartier il y a des locaux, avec des permanences, où les gens peuvent se rencontrer. Puis il y a des réunions au niveau du quartier ou de la ville. Un mois avant l'occupation, a ainsi été lancée l'idée d'occuper cette usine; donc on a commencé à discuter sur la composition de l'équipe intérieure et de l'équipe extérieure. L'équipe interieure est formée par ceux qui entrent dans la maison et la gardent; l'équipe extérieure reste dehors, porte le matériel et affronte éventuellement les flics.

Miechel: Nous avons préparé l'occupation en discutant avec les groupes de quartier; puis l'action a été étudiée en détails par 25 personnes et proposée aux représentants des divers quartiers. Puis nous nous sommes divisés en équipes, et tout à été "comme sur des roulettes".

Il n'y a eut aucune intervention de la police ? Comment avez-vous évité celà ?

Zweitse: L'usine se trouve très près du Quartier Général de la Police, il leur était très facile de voir arriver les groupes. Mais la police est arrivée trop tard.

Qu'est-ce qui vous a ammené à faire partie des kraakers ?

Miechel: Avant je suivait le mouvement des occupations, mais seulement après les expulsion, j'allais aux manifestations. A un certain point ceci ne m'a plus suffit, parce que c'est très frustrant de toujours courir devant la police. Ainsi j'ai décidé de participer activement, me mettant à occuper moi aussi. Un autre motif, c'est que je voulais habiter avec d'autres gens, en communauté et il me semble qu'occuper une maison c'est un bon moyen pour réaliser ce désir.

De l'étranger on pense souvant qu'en Hollande on occupe des maisons uniquement en raison de la grande pénurie de logements et pour protester contre les spéculations et les loyers exorbitants. Mais d'après ce que tu dis, il me semble que celà va plus loin. Il s'agit aussi d'aller vivre avec d'autres gens, de façon différente et au-delà de la famille. Pour toi aussi Zweitse, c'est important ?

Sweitse: Moi avant j'habitait dans une chambre dans un quartier périphérique, mais celà ne me satisfaisait pas. Une fois rentré, il ne me restait plus qu'a manger et dormir, sans aucune possibilité de discuter, d'échanger des idées avec d'autres gens. Je pense qu'occuper une maison c'est aussi un acte politique. Pour moi il ne s'agit pas seulement d'un besoin de logement, mais aussi de lutter contre cette situation absurde: il y a tant de maisons disponibles, mais elles sont gardées inoccupées pour permettre de gros profits, pour faire du fric. Je ne pense pas que l'on puisse résoudre le problème de l'habitat dans ce système fondé sur le profit. Si tu occupe une maison tu as toujours un toit au dessus de ta tête et tu peu continuer ton action, sans être obligé d'habiter dans un trou qui coûte les yeux de la tête et ne te laisse plus d'argent pour le reste. Alors que dans les squatts nous avons de nombreux contacts avec le quartier et nous pouvons participer aux discussions. Nous avons prévu de destiner une partie des locaux des maisons que nous occupons aux activités de quartier.

Miechel: Au départ c'est le besoin de logement qui pousse les gens à occuper: ce sont toutes des personnes qui s'il y a une expulsion se retrouvent sans espace pour vivre. Il y a aussi beaucoup de jeunes qui habitaient la cité universitaire; mais il en on eut marre, c'est un ghetto; pour celà ils ont cherché ou cherchent à habiter ailleurs avec d'autres personnes.

Il y a donc tout un reseau de maisons occupées, qui cherche à s'étendre à d'autres maisons et à d'autres secteurs de la population ?

Zweitse: Dans le mouvement kraaker il y a des gens qui ne sont pas actifs que sur ce terrain, mais participent aussi aux actions anti-nucléaires, pacifistes ou anti-militaristes. Quand tu habite une maison occupée tu te retrouve avec toute la répression d'Etat sur le dos et donc tu ne peux pas faire moins que de penser que même avec un toit sur la tête tu n'as rien résolu; il y a encore tant d'autres choses, tu ne peut pas te limiter à l'occupation de logements. Tu te sent de fait solidaire avec ceux qui ont d'autres interventions. Et donc tu ressent le besoin d'y participer aussi.

Pense-tu qu'il y a une radicalisation en cours, dans le sens ou se crèe un décalage toujours plus grand entre le "mouvement", qui utilise des moyens toujours plus violents, et ceux qui espèrent obtenir du changement par l'action dans les conseils municipaux ?

Zweitse: Je crois qu'il faut faire très attention à l'apparition d'un tel décalage, parcequ'on risque d'aboutir à une scission. Il faut lutter tous ensemble. S'il y a des gens qui font confiance au parlement, qu'ils travaillent dans cette perspective. En ce qui nous concerne, nous agissons autrement. Mais il est erroné de dire, << nous sommes les VRAIS révolutionnaires parceque nous faisons du travail extra-parlementaire et que nous jettons des pierres sur les flics >> ...

Aux élections municipales y-a-t-il eut des candidats qui se sont présentés comme représentant ou portes-parole du mouvement kraaker ?

Zweitse: Pas exactement, même si le CPN (parti communiste néerlandais) a tenté de se présenter comme tel, parcequ'il se veut un parti d'action. Pourtant à Zaandam il y a eut une occupation où le CPN ne s'est pas comporté de façon correcte: c'est le syndicat du CPN qui a organisé l'expulsion du squatt. Le CPN cède lui aussi aux pressions des patrons et des spéculateurs.

Miechels: Il faut faire la distinction entre la direction du CPN et sa base dans les quartiers, qui est plus radicale et plus solidaire des kraakers.

... Il y a en ce moment une manoeuvre pour isoler un soit-disant "noyau dur" des autres kraakers, ceux qui auraient de "nobles intentions". Quelles sont les tactiques utilisées pour diviser le mouvement ? Comment celui-ci réagit-il?

Zweitse: La presse parle beaucoup de "bon kraakers", c'est à dire de ceux qui veulent traiter avec les autorités, et de "mauvais kraakers" ceux qui préfèrent agir. Ce sont eux que la presse cherche à criminaliser, les accusant de tous les maux, y compris ce avec quoi il n'ont rien à voir. C'est pourquoi je pense qu'il faut continuer à discuter avec tous. Expliquer ce que nous faisons, en distribuant des tracts, en publiant des journaux, en faisant des émissions sur les

radios sympathisantes ou en créant nos propres radios libres, comme nous l'avons déjà fait avec le "Vrije Keyser" (...), il est important de faire connaitre hors du mouvement ses activités, ses objectifs et ses motivations.

Pour conclure, quelles sont vos perspectives pour le futur ?

Zweitse: Au départ nous collections les signatures pour pouvoir rester dans les maisons occupées, puis nous avons manifesté, parceque celà ne servait à rien les pétitions, et nous avons commencé à refuser d'évacuer les squatts, les flics nous vidaient très gentiment. Enfin nous nous sommes mis à résister comme on pouvait, alors la police à commencé à taper, et très fort. Comme celà nous sommes revenu avec des casques et des barres. Il est difficile de rompre cette spirale, mais nous devons chercher, nous devons être créatifs pour trouver aussi d'autres manières d'agir, où la violence a moins de place, parceque celle-ci peut toujours être retournée contre nous.On ne peut pas, toutefois, se laisser cogner sans réagir. Là est le dilème. Comment en sortir ? Nous devons y réfléchir. Quand il y a une expulsion par les flics, nous manifestons en ville et sur notre passage les vitrines des banques et des grands magasins volent en éclats. Mais ce n'est pas une solution. Nous devons aller au-delà (...). Il y a de plus en plus de gens qui s'unissent à nous, parcequ'ils ne supportent plus la pourriture ambiante et se rebellent, et pas seulement à Amsterdam, mais aussi dans le reste des Pays-Bas, un peu partout.

(traduit de "Autonomia" n° 29)

"NOUS LE VOULONS, NOUS L'AURONS"

le blues de la culture subversive

Le temps passe avec ses guirlandes politicardes , son gauchisme à la longue barbe blanche (le père Noël du militant) et rien n'a été plus mal compris dans nos cuisines militantes que la nécessité d'une culture de chaque prolétaire pour en finir avec l'aliénation/ Moulinex.

A quoi celà peut-il servir de passer son temps à recouvrir de pavés historiques les plages de notre misère ? Plutôt que de fossoyer, oeuvrons de nos pioches à enraciner la culture subversive et conflictuelle dans la réalité hexagonale, comme un acide fulgurant corrodons tous les tissus glauque de la prison-usine urbaine.

Comme un complet veston foulé/ destroy par une meute de punx, nous avons une légitimité à propager de nouveaux rapports sociaux: les perspectives des institutions ne seront jamais celles des proletaires.

La réalité urbaine (politique et sociale ... quoà !), notre propre survie, nous pousse toujours plus à refuser la gestion ghettisée de notre future "no future" sans présent, embourbé et complexé dans notre vide référenciel.

POURQUOI SE TERRER OU L'ON NOUS POUSSE !

Pourquoi s'essoufler à plancher dans notre vomis psycho-politique, en attendant que la répression nous lessive comme une vieille merde sèche. Qu'avons nous à gagner en lèchant les vitrines d'un système pisse-dans-l'oeil, qu'y a-t-il de révolutionnaire dans le ghettos, dans la dissociation, dans l'alternative -- copie new xave du réformisme, de l'infamie et de la mort.

Est-il possible que, devant l'idéologie et les significations souveraines de l'ordre établit, nous soyons si vulnérable.

Non ! L'opinion dominante n'est pas l'opinion des dominés.

Il est temps à notre tour d'encercler les encerclements dictateurs des significations, il est temps d'enrayer l'offensive psychologique-sécuritaire menée tambour battant par l'Etat et ses médiateurs.

Facile alors pour un système bien huilé de désocialiser les révolutionnaires ... Justement à nous de gripper la mécanique.

La qualification médiatique de "terroriste" de tous les actes rompants avec le cadre institutionnel, dans la même optique, vise à dépersonnaliser les rebelles.

Notre identité prend du plomb dans l'aile.

Stop !

Notre identité c'est pas de la merde, mais à trop d'égard elle est vulnérable et fragile ...

FORGEONS NOTRE NOUVELLE IDENTITE DE PROLETAIRE SUBVERSIF TOTAL, N'AYONS PLUS PEUR DE VIVRE LIBRE !

Notre radicalité, nos niveaux d'affrontement, notre autonomie, doivent s'exprimer par une multitude de refus, impliquant de nouveaux fonctionnements de nouveaux rapports. Finissons en avec les idéologies socialistes and Cie et poussons les contradictions jusqu'a terme. Refusons la trop croulante logique du singe-hurleur, Orgas/Parti et tous styles de militantisme cinema muet.

Nous n'avons rien à prouver et surtout pas en pissant dans les violons du système, en espérant qu'il vont jouer le "temps des cerises". Habituons-nous avec l'ensemble du nouveau prolétariat à refuser la hierarchisation des besoins, le gradualisme revendicatif : faisons enfin, avec toute la classe, le saut du revendicatif au révolutionnaire.

Le new proletariat métropolitain se multiplie, situation après situation, ayant en son sein tout le potentiel de rupture avec l'intégration/consensus; les terrains où peuvent surgir les antagonismes sont alors tout aussi multiples.

SUR TOUS LES TERRAIN NOTRE CULTURE A SA LEGITIMATION.

Explosif, avec beaucoup d'ambition dans les veines, ce bouillon de détermination sera un cheval de Troie dans l'usine métropolitaine, nerveux, véloce, pret à déborder les ghettos sociaux dans une offensive quotidienne classe contre classe.

Centre Autonome Occupé

un espace sauvage pour nos cultures rebelles

Ce matin à 8h,le Centre Autonome Occupé ouvert lundi (23 octobre)au 2 rue Béranger,a été expulsé illégalement par plus de 150 CRS en tenue de combat.21 occupants ont été interpellés.

Cette agession des flics socialo-chiraciens intervient alors que devaient débuter vendredi soir 3 jours de concerts gratuits et d'interventions,notamment dans les manifs immigration et anti-missiles de samedi et dimanche.

L'objectif de l'Etat est clair: empêcher par tous les moyens que s'ouvre à Paris un véritable espace libéré,un lieu de gratuité,un local incontrolé qui échappe aux griffes des marchands et des flics de tous poils.

Pour l'Etat,une seule préoccupation:écraser à tout prix chaque tentative de se réapproprier la ville,de se réapproprier la vie,de développer une culture nouvelle,une culture rebelle.

Le Centre Autonome,c'est une nécessité,un besoin.Ce n'est pas la repression bête et méchante qui y changera quoi que ce soit.Que celà soit dit une fois pour toute:nous le voulons et nous l'aurons.

L'expulsion de ce matin l'a montré:nous ne l'aurons que si nous nous battons,nous ne l'aurons que si le Centre ne reste pas l'affaire d'une cinquantaine de personnes,nous ne l'aurons que si nous sommes assez nombreux pour l'imposer.

Si l'Etat veut la guerre,il l'aura: à chaque expulsion,nous réoccuperons, à chaque interpellation,nous riposterons.Parce que nous en avons marre de nous faire rackettez par les discothèques pourries,parce que nous en avons marre de payer,toujours payer, parce que nous en avons marre de marcher au pas.

ILS NOUS ECRASENT,NOUS ASPHYXIENT ET NOUS RANCONNENT.L'HEURE EST A LA CONQUETE D'UN CENTRE AUTONOME.

Centre autonome occupé.

Non et non, camarades, l'action révolutionnaire n'est pas un corps étranger à la société: la révolte est légitime, l'offensive est légitime. La culture subversive du proletaire, pour le communisme, contre l'Etat, c'est sur tous les terrains de l'usine métropolitaine, le coéfficient politique de toute détermination de classe.

Le bourrage de crane médiatique, s'il détourne l"opinion publique de la gestion socialiste de la crise irréversible du capitalisme (Austérité-Contrôle social-Répression), il a pour rôle également de détourner contre les rebelles la haine lattente du prolétariat contre l'Etat.

Ne nous trompons pas, la position des politiciens n'est pas ce que les masses/spectateurs/acteurs pensent mais ce qu'ils veulent leur faire penser.

Jour après jour et lutte après lutte, l'agrégation de 10, 100, ou 1000 terrains dans le processus antagonique nous permettra d'envisager un phénômène de recomposition de classe amenant à l'offensive une part toujours plus grande du nouveau proletariat.

Cette offensive globale, constituée de multiple fractins, sensibilisée à de multiples problèmes, deviendra une une réelle force sociale autonome, si elle est capable de révéler en chaque identité politique et sociale de base ce qu'elle a de meilleur.

Une force d'Autonomie, à un haut niveau de recomposition -- l'offensive contre l'Etat -- pour être appropiée à sa fonction -- Autonomie pour le communisme -- se devra d'élaborer une pratique qui sorte des

besoins aliénants d'organisation de "Principes" autour d'un pseudo combat pour un pseudo communisme ... Détruire l'hégémonie de la culture institutionnelle c'est aussi détruire les aliénations qu'elle trimballe dans les principes politiques même les plus radicaux.

Comprise comme des milliers de passerelles, des milliers de médiations, cette culture subversive sera une référence pour chaque fraction, chaque groupe, chaque individu. Elle apportera au proletariat une capacité d'évolution sur tous les terrains, une capacité d'accroitre son potentiel révolutionnaire.

Et il ne faut jamais oublier que la culture institutionnelle se structure dans le système avec la pleine nécessité de complexer profondément chaque identité individuelle, mécanisme indispensable pour faire tenir la notion "d'interet général" si chère à nos sociétés et si conforme à l'ordre Politique établi.

Face à celà la culture subversive est celle de chaque proletaire, pour en finir avec l'aliénation et mener la guerre de classe dans les métropoles.NNotre culture c'est l'autodétermination et l'autovalorisation de la classe, autant de comportements et de réalisations conflictuelles pour ne pas rester ce que le projet étatique fait de nous : une armée "ouvrière" éventuellement de réserve ... L'intéret de la classe n'est pas qui plus est dans l'austérité, dévoluer le mieux possible dans le système du salariat, mais bien et sans ambiguïté de l'abattre: il n'est pas question de se laisser réduire à une existance de marchandise ... (et encore moins à une existance de marchandise "communiste").

Notre culture c'est une globalité de toutes les pratiques de désobeissance et d'attaque, la socialisation de nos luttes , l'affirmation réelle des antagonismes, la recomposition de classe projetteront dans les veines du système une multitude de pratiques participantes d'une offensive sans équivoque.

Notre culture c'est la donnée essentielle pour sortir d'un passé lourd de misère quotidienne, sans projet et stérile.

Elle doit prendre pied sur toute sorte de moment conflictuel enraciné ou volatile:

+ AGREGATION DE LA RUE (squatts, centres autonomes, lieux de concert, fresques murales ...)
+ AUTOREDUCTIONS (concerts, ciné, EDF ...)
+ REAPROPRIATION (pillage, détournements...)
+ REFUS DES STRUCTURES D'ALIENATIONS (sabotages, actions contre les rack-mètres, contre la téléfaction, vcontre la famille, contre l'éducation ....)
+ INSOUMISSION (militaire, impôts, amendes ...)
+ VALORISATION DU REFUS DU TRAVAIL (absenteisme,libre activité, autofinancement, salaire social ...)
+ CREATION de journaux, de radios, de TV, de groupes de musique, théatre, mécanique, peinture, informatique, rassemblement thématiques ou autres, manifs ....

Comme nous le voyons les moments d'autovalorisation sont infinis mais ils doivent tous être réévalués, réenvisagés et représentés comme un enjeu subjectif dans la lutte pour détruire

l'Etat.

L'occupation des maisons doit être un réel moment offensif, où la détermination est maximum et le rapport antagoniste avec l'Etat est vécu quotidiennement : le squatt c'est aussi l'offensive contre le principe de propriété.

Par exemple un Centre Social Autonome doit être compris comme un espace collectif dans lequel se développe la coopération autonome extra-associative avec 1000 volontés et 1000 réalisations dans la subjectivité rebelle la plus totale.

D'autre part, il est clair que nous refusons le système alternatif qui vise à organiser une infrastructure "humaine et créatrice" capitalisant des expériences nombrilistes, cette médiation à l'Etat ne préssuposant pas la négation réelle du rapport de commandement.

Espérons toute fois que les adeptes assidus de l'alternative et autres réformismes du troisième type auront, au travers des expériences douloureuses diverses, réenvisagé leur lutte politique.

Pour espérer voir sortir les prols des usines-taules-crématoires, il serait largement temps de réevaluer profondément tous les rapports au sein du proletariat. Il nous faut faire sauter les barrières sociales entre la figure ouvrière de tradition socialiste (le "travailleur" est toujours "honnête"), les sous-prols-marginaux "bon à rien" et les rebelles "délinquants" et "terro ristes"; partout où c'est possible, partout où c'est bnécessaire, il faut saboter les mécanismes de mise en ordre, les engrennages de la culture répressive.

Entre chaque comportement de refus, chaque moment d'auto-valorisation, chaque situation d'attaque, il faut établir une continuité, une ligne de recomposition: NOTRE PROPRE CULTURE ...

Changeons enfin le rapport de force Etat/classe rebelle, en affirmant partout et au-delà, de l'usine à la rue, du logement aux transports, de la création à la production, nos désirs et nos rebellions.

IL Y A PARTOUT UN COMBAT A MENER!

un camarade du Collectif pour un Centre Autonome

Pas de PAIX sans GUERRE à l'ETAT !

A l'approche de l'échéance de décembre, date à laquelle les pays de l'OTAN doivent commencer à déployer les missiles américains, on constate qvec ironie que les interminables négociations soviéto-américaines, qui avaient parait-il pour but d'obtenir un frein à la course aux armements nucléaires, sont aujourd'hui dans l'impasse.

Loin de répondre aux inquiétudes de l'opinion internationale, ni biensûr aux aspirations des masses , ce débat est-ouest,n'a fait qu'exacerber les tensions au sein des communautés concernées.

Les manifestations dans certaines capitales d'Europe , en rassemblant des centaines de milliers de personnes prouvent l'importance que les populations accordent à cette question.

Si les écologistes agonisant et autres résidus du gauchisme, trouvent là l'occasion d'y développer leurs inlassables discours "anti-impérialistes" , on s'apperçoit que les composantes de ce mouvement mobiloi de ce mouvement mobilisent également des sensibilités divers ; des sociaux-démocrates aux alternatifs en passant par certaines communautés religieuses.

Que penser d'une telle campagne ???

Sur le fond la campagne anti-américaine se justifie à priori dans la mesure ou la décision d'installer des Pershing en réponse aux SS 20 soviétiques, entretient réellement la menace de guerre, d'une troisième guerre mondiale. En effet, l'argument americain selon lequel la réponse rationnelle à la course aux armements se trouve dans une réduction négociée et équilibrée, est un leure manifeste du seul fait qu'il suppose que l'occident obtienne préalablement une position de force.

La dissuasion ne reste pas la meilleurs garantie de la paix, et surtout pas telle que l'entendent les USA. Car si tant est qu'elle fut un jours crédible, elle perd de sa valeur au fur et à mesure que les armes nucléaires deviennent plus sophistiquées et précises.

Les Pershing 2 ne peuvent être perçus comme un moyen de corriger le déséquilibre causé par les SS 20, car uils sont reconnus comme des "armes de premières frappes". Ces armes offensives -- car non conçues comme réponse militaire aux SS 20, qu'elles ne peuvent atteindre -- démontrent que le seul objectif rationnel est de menacer l' URSS.

Ainsi les stratégies de dissuasion préconisées par les USA, en évoluant vers des stratégies de menace et d'intimidation, sont un pas supplémentaire et délibéré dans une course aux armements qui deviendra alors incontrolable .

Les pacifistes ont donc raison de penser que l'installation d'Euromissiles n'est pas un facteur de sécurité, mais au contraire celà désigne tout de suite les pays d'accueil comme cibles de choix ...

Ainsi le peuple allemand, directement concerné, a bien compris qu'en voulant soit disant rétablir l'équilibre des forces en Europe, les USA ont trouvé là un excellant moyen de combattre l'URSS sans vouloir assumer les risques, puisque l'éventualité d'un conflit nucléaire se trouvera en Europe. Reagan l'a fait très clairement comprendre et les agences de tourisme américaines en sont tellement persuadées que l'une d'elle n'a pas hésité à choisir comme slogan publicitaire, "réservez vos billets pour l'Europe pendant que l'Europe est encore là" ...

Par ailleurs la campagne anti-américaine outre-Rhin est d'autant plus concevable que, colonisée par l'armée d'occupation le peuple allemand a plutôt le sentiment de ne pas vivre dans un pays souverain. Il est d'autant plus insoutenable d'être un satellite américain que le règne du capitalisme sauvage, symbole d'une société d'abrutissement de masse et d'insécurité sociale, est un modèle qui ne fait guère recette aujourd' hui auprès des jeunes, principale couche mobilisable et interessante bien que fortement dépolitisée.

Ceci dit, si la critique de la politique étrangère et même de la société américaine ne peut être criticable dans le sens ou elle rentre dans le processus de lutte systématique contre l'impérialisme. Une ombre plane néanmoins dans cett cette campagne. En effet, ar le cette campagne . En effet par le silence fait sur la politique sovietique, celà sert naïvement les intéret de Moscou. Certe on a trop tendence à penser en relations internationales, qu'en resistant aux intérèts d'un camp, on fait le jeu du concurrent, mais la récupération des pacifistes en faveur de la propagande pro-soviétique est flagrante, par conséquent inacceptable.

Il ne s'agit pas de défendre l'est contre l'ouest, comme l'estiment encore certains gauchistes.

Il faut se méfier des "deux grands" dans la mesure ou leur attit attitude est largement dictée par leur position de superpuissances. Il faut se battre contre les deux blo blocs, et leur dénonciation doit être systématique. Or, en ne le faisant pas, ou mollement, les pacifistes se font le c"cheval de Troie" du Kremelin.

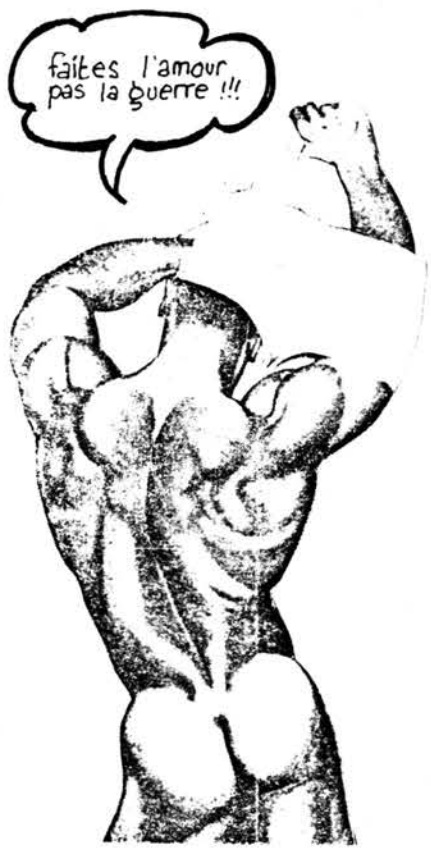
Soutenir un impérialisme contre un autre, n'a aucun sens. Dans la mesure ou l'URSS n'échappe a aucune des caractéristiques du mode de production capitaliste (classe dominante, maintien du salariat, exploitation, Etat-patron, mise au pas de la classe ouvrière) elle est partie intégrante du système impérialiste mondial.

Qu'il soit d'Etat ou de libre concurrence, les systèmes capitalistes se complètentent et se confortent mutuellement pour maintenir l'ordre mondial.

Mais, à partir du moment ou cet ordre n'est plus maitrisable, comme aujourd'hui, en raison de la crise économique, mais aussi idéologique et politique, qui frappe l'ensemble des pays impérialistes, à partir du moment ou le mode de production capitaliste est incapable de résoudre les contradictions nées de son propre développement, la guerre devient pour les classes dominantes la seule seule issue possible.

Justement parceque l'on sait par définition qui ferait les frais de la guerre, on ne peut qu'encourager les protestations contre les préparatifs de guerre, mais pas non plus sous n'importe quelle condition. La forme de protestation pacifiste, "non à la guerre, oui à la paix et au désarmement en Europe" est inconcevable et finalement dangeneuse.

Proner le neutralisme, le non alignement ou le désarmement tout azimut, relève de graves illusions sur le capitalisme, l'histoire nou nous enseigne que face au nationalisme, à l'invasion d'un pays



voisin, comme en 1914, les pacifistes n'ont d'aucune sorte bouleversés le fil des évènements.

Le thème de la paix est d'autant plus une illusion qu'il est soutenu par la partie la plus éclairée et la moins bornée de la bourgeoisie; une composante non négligeable du mouvement, mais pourtant ennemi de classe.

Eviter la guerre est pour cette fraction de la classe dominante, semble-t-il, le meilleurs moyen pour défendre le système capitaliste.

Mais ne pas valider le s

Mais ne pas valider le discours des pacifistes, signifi signifie-t-il pour autant qu'il faille rester dans l'expectative.

Certains éludent la question ne s'estimant pas concerné. Certe ne faisant pas pary partie de l'OTAN la France n'abritera pas de Pershing.

Elle a par contre, avec la Grande Bretagne, ses propres bombes, et celles-ci sont justement au centre des négociations USA / URSS.

Intervenir sur cette question, peut être l'occasion supplémentaire de dénoncer et de remettre en cause la politique française de modernisation de l'arsenal nucléaire.

Se taire c'est être complice, c'est faire le jeu du PC, qui garde ainsi en France, le monopole du "mouvement de la paix", mais c'est aussi, à l'inverse, faire le jeu des autres partis qui en profite pour dénoncer ce mouvement "manipulé" par le PC-KGB.

A l'inverse, l'intéret de s'investire dans ce débat et d'être présent phisiquement sur le terrain (comme le souligne la revue "Clash" dans son n° 0) "de redévelopper une politique de déstabilisation en essayant de politiser les masses ... le rôle des révolutionnaires est de tout faire pour favoriser l'émergence, le développement et la radicalisation de ce mouvement".

Cette prise de conscience est fonction des formes de luttes développées; mais est-ce suffisant d'aller défiler en manif diffusant à l'occasion quelques tracts à l'appui? d'autres actions ne doivent elles pas être envisagées?

Ces nouveaux modes d'action sont d'ailleurs la question simple de la survie du mouvement aujourd'hui à l'agonie faute d'adeptes, mais aussi, avouons le, faute d'idées et de terrains de luttes nouveaux, ce cette campagne peut-être un instrument de recomposition du mouvement. On peut constater que les moment où celui-ci c'est montré le plus dynamique, concordent avec les périodes de troubles et de mobilisation sociale; s'investir sur ce terrain d'actualité peu être l'occasion de sortir du ghetto dans lequel nous nous sommes laissés enfermer, en tissant des liens étroits tant au niveau national qu'européen.

Ce peut être enfin l'occasion de montrer aujourd'hui noy notre capacité d'intervention sur une question précise, nous l'avons fait à la manif "contre Reagan" (5 juin 1982), mais les objectifs choisis avait-ils été vraiment en rapport avec l'évènement.

Trisomie 21

LETTRE OUVERTE A LA "BANQUISE"

ROMPRE la GLACE

Dans son numéro de juin-septembre, 'TOUT!' publia en exergue à un texte de "BULDOZER", une réponse extraite de la revue la "BANQUISE", avec laquelle nous ne sommes pas du tout d'accord. Nous voudrions sur ce point rompre la glace qui nous sépare, marquer notre position et dépasser celle de théoriciens morfondus dans leur schéma.

Résumons(1): Les deux textes visaient à prendre position par rapport à la lutte armée, et par là, la recherche de l'attitude à avoir vis à vis des camarades emprisonnés.

Sectarisme pour sectarisme: ce ne sont pas nos "camarades". Mais nos raisons diffèrent de celles des gens de la "BANQUISE".

Premièrement, ils n'abordent pas véritablement le problème; deuxièmement, les solutions données sont non-avenues et participent d'un profond idéalisme anarchique, qui tient dans la haine de l'Etat. Le propos, ici, n'est pas de justifier ou non cette thèse; remarquons seulement qu'il s'agit de voir à quel moment un tel principe est viable ou ne l'est pas, et quelles en sont les conséquences.

Ne pas tenir compte de cette pétition de principe aboutit à l'amalgame des "banquisards". Leur igloo théorique est bancal; il s'agit de le déconstruire.

Deuxièmement, ils confondent les moyens et les fins. Là est leur principale erreur.

L'abolition de l'Etat est une fin et n'est en aucun cas un moyen. Il faut savoir dissocier le "lutter contre" et le "lutter pour". D'où le fait qu'ils appuient des positions où il s'agit de lutter contre l'Etat, et par là contre toute forme embryonnaire de ce dernier. Nulle part ils ne proposent de lutter pour l'abolition de celui-ci.

Cependant, ils écartent un des moyens, et ceci à juste titre: le terrorisme. Mais, ils ne le font qu'à partir d'une position qui ne va pas de soi, passant de l'impérialisme au nationalisme pour en arriver à la dénonciation des trois! "La dénonciation systématique d'un des impérialismes à l'exclusion des autres fait le jeu de l'impérialisme dans sa totalité, comme système mondial". La BANQUISE ne peut avoir de relation avec des gens qui ne partagent pas cette position minimum. Nous n'éprouvons de sentiment de fraternité que pour ceux qui pensent comme nous, que tout nationalisme est contre-révolutionnaire.». Plus loin: «Les révolutionnaires professionnels qui risquent leur peau pour soutenir la cause de la constitution d'un nouvel Etat ne sont pas des camarades ce sont des soldats.»

Internationalisme nous voilà!

Résumons(2): Cette réponse déclare en substance qu'elle ne se veut en aucun cas solidaire d'organisations comme l'O.L.P., ou de toute organisation prônant un quelconque nationalisme. C'est là que le bât blesse.

Il ne faut pas confondre le nationalisme "en tant que fin", et le nationalisme "en tant que moyen". Nous tenons que si l'O.L.P. n'est pas une organisation révolutionnaire, ce n'est pas à cause de son "nationalisme". Celui-ci est bien plutôt un moyen, c'est à dire, un discours afin de créer un soutien, une base populaire.

Il ne fait aucun doute qu'à l'origine du moins, la volonté de l'O.L.P. est bien de créer un état palestinien, mais aussi un état socialiste, même si ce socialisme s'écrit aujourd'hui avec 3C / et 1P, (i.e: C.C.C.P.).

Les gens de la "BANQUISE" souffrent d'un excès d'idéalisme. Ils ne veulent être solidaires que des gens qui correspondent exactement à leur idéal. Cette attitude doit les conduire à refuser tout soutien à l'I.R.A., (pensez donc, des cathos), avec le Nicaragua (Berk, un ministre curé!), ou avec les polonais (avec l'accueil réservé au pape...).

Cette atittude idéaliste est complètement ridicule. Bien sûr, dans ces exemples la présence de la religion choque la morale révolutionnaire.
MAIS ON NE COMBAT PAS AVEC LA MORALE!
La politique n'en a que faire.
Walesa ne fait qu'utiliser un espace laissé vacant par les contradictions du "socialisme soviétique". Il utilise la religion, mais ne la prend pas comme but.*

C'est plutôt en se solidarisant avec ces mouvements, tout en refusant de s'y arrêter, en montrant les limites et les contradictions du gouvernement du Nicaragua, par exemple, qu'on adoptera une politique réaliste et cohérente.
La solidarité idéaliste de la "BANQUISE" risque bien de devenir sous peu un pâle attentisme.

Le problème du terrorisme en tant que tel a donc bien été oublié alors qu'il devait y avoir matière à positions.

D'où la troisième erreur des gens de la "BANQUISE", qui ne fait que synthétiser les précédentes, et, qui montre à quel point ceux-ci se sont fourvoyés dans l'analyse.

Pour les "banquisards", les camarades d'Oriach ne sont plus considérés comme tels par rapport à ce que sous-tend leur texte et non par rapport à l'enseignement que l'on peut retirer de l'expérience de la "R.A.F.", des "B.R." et de l'"I.R.A.".

Alors qu'à nos yeux, il est manifeste qu'une seule réponse peut être apportée et qu'une seule attitude doit être adoptée; sans soutien populaire le terrorisme en tant que moyen de lutte contre l'Etat est condamnable. Voici la thèse!

Rien à voir par conséquent, avec un problème de "soldat au service d'un Etat en gestation". Les soldats de l'I.R.A. ou de l'O.L.P. se revendiquent en tant que tels et sont reconnus comme tels par leur base sociale.**
A l'inverse la R.A.F ou les B.R., se prétendant les représentants d'une désormais "classe ouvrière mythique", n'avaient pas d'assise sociale, ou se sont vues privées de celle-ci, et, ont échoué.

Là réside le véritable problème! Et c'est bien en cela que la tentative d'A.D. était déjà vouée à l'échec avant de produire toute initiative. Elle était caduque et morte dès que formulée.

C'est donc pour ces raisons que nous condamnons le terrorisme. Aucune "bande armée" ne peut se prétendre être "représentant de..." sans que les supposés représentés en donnent leur accord tacite.

D'autre part, toute entreprise terroriste doit savoir se conclure lorsque son assise lui fait défaut. Toute autre attitude n'est que bravade et aveuglement. Les attitudes suicidaires ne peuvent être pratique quotidienne que dans l'instant: nulle autre viabilité n'est positive (On ne meurt qu'une fois!). L'avant garde a un rôle d'éclaireur: elle doit savoir amener son assise à ses positions et non justifier ses actions par rapport à une base supposée, selon des attitudes et modes de vie interprétés. Il s'agit d'entraîner et non de pousser, car étant à la traîne et en manque d'action, on ne fait que présupposer les attitudes sociales, qui ne sont pas forcément des pratiques socialisées.

Là demeure la position minimum que l'on puisse exiger vis à vis du terrorisme. Ajoutons qu'en dehors de l'Irlande, aucune entreprise terroriste ne peut être justifiée dans le monde industrialisé, car dans aucun des pays la situation ne lui est profitable.***

Nous serons toujours prêts à soutenir les soldats d'une révolution, même s'ils visent à la constitution d'un Etat, alors que nous condamnerons toutes entreprises renforçant en fait le pouvoir de l'Etat, même si elles prétendaient le détruire.
Actuellement, ce genre d'initiatives viennent gêner et bloquer celles qui se font jour et qui semblent beaucoup plus viables.
Dans notre situation actuelle, nous pensons que c'est cette position qu'il fallait adopter face au terrorisme, sous peine de retomber dans des situations et des modes d'actions qui nous ont déjà conduit dans l'impasse.

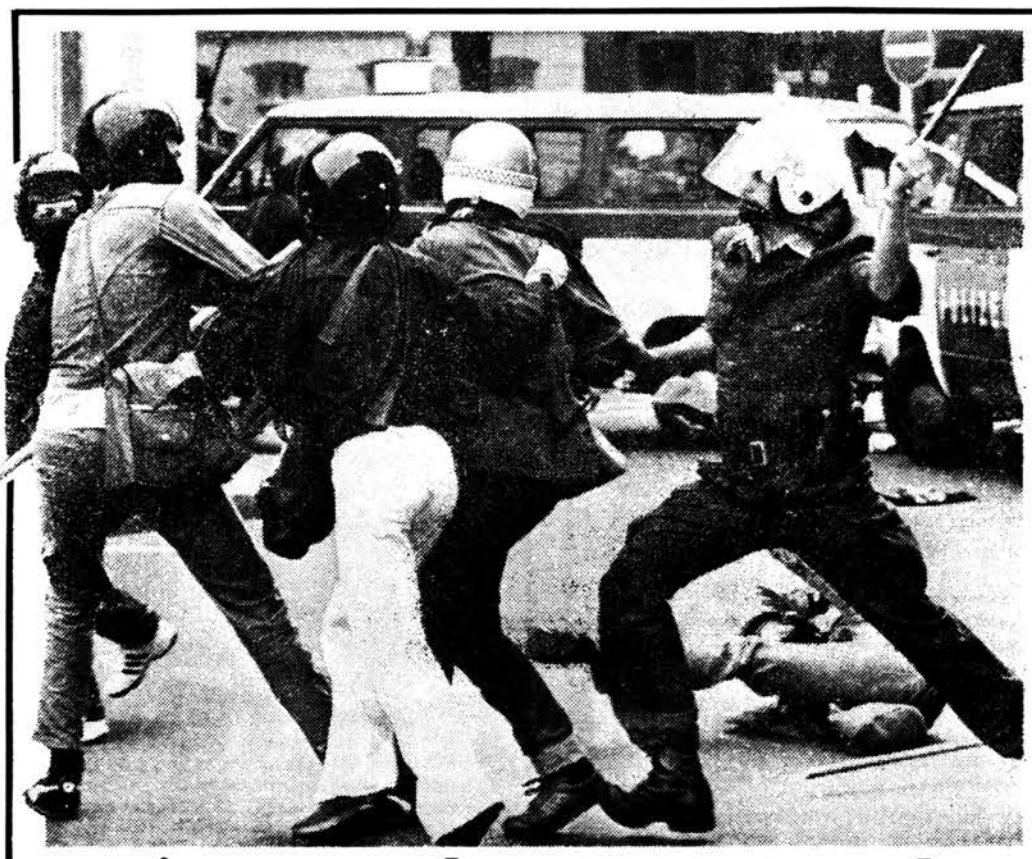
Aux gens de la "BANQUISE": Sachez distinguer les "fins" des "moyens".

EDDY MERX et JACQUES ANGELE
(Juillet 1983)

*: La preuve est qu'il maintient le contact avec "Solidarité clandestine".

**: D'autant plus que les divergences existent et sont le reflet de la base sociale du soutien, aussi bien pour l'I.R.A. que pour l'O.L.P..

***: L'I.R.A. en connait du reste les difficultés, car ses victoires ne permettent pas de débloquer leur situation!



Tchad, Liban, Irak, force de frappe française ... L'Etat socialiste ne cache plus ses ambitions: devenir un nouveau flic de la planète, "dissuader" toute tentative de boulversement de l'ordre impérialiste mondial, écraser tout ce qui pourrait mettre en péril les "grands équilibres" de son économie capitaliste.

Policier à l'extérieur, policier à l'intérieur: quartiers quadrillés, territoir militarisé, métro occupé, squatts évacués, immigrés expulsés, papiers contrôlés, austérité imposée, plaisirs surveillés, révoltes réprimées ... C'est la même logique de normalisation, la même tentative d'asphyxier et d'écraser tout ce qui, en France, refuse de se plier aux lois disciplinaires du fric et du consensus.

La guerre n'est pas seulement une menace. Missiles ou pas, c'est la réalité de tous les jours, c'est notre réalité, c'est la vie qu'on nous impose. Et ce n'est pas en réclamant bêtement la paix qu'on guagnera cette guerre-là. La paix au prix de la "pacification" du territoire français? Nein, danke.

Pas de paix entre les Etats, sans guerre CONTRE l'Etat.

Centre Autonome Occupé
(nous le voulons, nous l'aurons.)

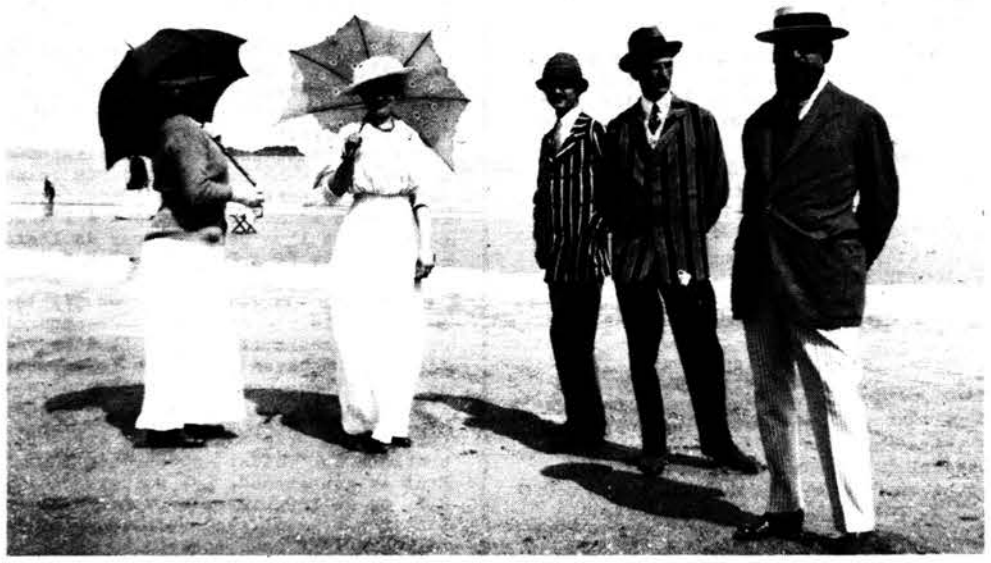
qui sème le vent récolte la TEMPETE!

AUTONOMIA OBRERA

DANS UN CADRE GENERAL DE STAGNATION DES LUTTES...

L'heure est au désenchantement dans le milieu révolutionnaire, face aux difficultés de la situation présente. En effet, avec l'isolement de l'expérience ouvrière en Pologne, le Capital domine la situation et l'approfondissement de sa crise ne débouche, pour le moment, que sur des réactions corporatistes. La récente grève spontanée des fonctionnaires en Belgique a certes démontré que la capacité de mobilisation et la combattivité du mouvement social demeuraient importantes, mais une nouvelle fois (après la lutte des sidérurgistes au printemps 1982) elle a aussi fait la preuve des limites actuelles de la résistance prolétarienne : revendications catégorielles, divisions entre secteur public et secteur privé, oppositions régionales (wallons/flamands),... Bien sûr, fidèles en cela à leur rôle de défense du capitalisme, les divers syndicats ont tout fait pour maintenir, voire même aggraver, cette fragmentation de la classe ouvrière et empêcher son unité. Cependant, si la dynamique de la grève de masse veut dépasser tous les obstacles, y compris les syndicats, elle doit être le produit de revendications dans lesquelles les différents secteurs du prolétariat pourront se retrouver. En ce sens, pour être unifiantes, les revendications économiques contre l'austérité ne peuvent d'emblée que s'articuler sur un refus global de tous les modes de gestion politique (droite ou gauche, extrême-droite ou extrême-gauche, dictature ou démocratie...). C'est en rejetant clairement tous les impératifs capitalistes de défense de l'économie nationale (les appels aux "sacrifices") que l'affirmation des besoins sociaux s'attaquera aux fondements de l'exploitation : salariat, production marchande et Etat.

Avec la France et surtout l'Italie, l'Espagne fut le pays vers lequel les révolutionnaires tournaient le plus leurs regards dans les années 70. Analysant les contradictions de sa situation sociale, ils en attendaient beaucoup de fruits. Qu'en est-il aujourd'hui ? L'Espagne demeure-t-elle un cas à part qui échapperait à cette stagnation générale des luttes que certaines modes actuelles interpréteraient comme l'entrée dans une période de "glaciation" ?



...L'ESPAGNE N'EST PLUS UNE EXCEPTION...

Pendant toute la décennie 70, le prolétariat espagnol fut en ébullition. Il déclenchait de vastes mouvements de grève qui débordaient à chaque fois les structures traditionnelles d'encadrement, en particulier l'appareil des Commissions Ouvrières (nées des luttes des années 60 et récupérées comme courroix de transmission par le P.C.E.) et ainsi semblaient poser la question politique en d'autres termes que le simple remplacement du franquisme par la Démocratie. Ces mouvements participaient de la reprise générale des luttes qui secoua l'Europe entière à la suite de mai 68. Ils culminèrent entre 1976 et 1978, après la mort de Franco, à travers les grandes Assemblées ouvrières qui surgirent des grèves massives telles que Vitoria ou La Roca, pour ne citer que les plus connues. Par rapport au processus de démocratisation en cours, ces explosions sociales paraissaient offrir une autre alternative en bousculant les divers organes de gauche (partis et syndicats, y compris la CNT) qui avaient comme programme la gestion du capital national. Alors que les luttes de classe étaient déjà globalement en recul dans la plupart des pays européens (en dépit des mouvements de 1976 en Pologne et de 1977 en Italie), l'Espagne faisait figure d'exception. Mais, à partir du pacte de la Moncloa (accord entre le gouvernement Suarez et les forces d'opposition de gauche pour assurer la paix sociale), les moyens mis en oeuvre par la Démocratie : élections successives, régionalisme, anti-terrorisme, anti-putschisme... eurent peu à peu raison de l'Autonomie ouvrière. Avec l'approfondissement de la crise, la bourgoisie s'affaiblit et connut des difficultés politiques (divisions de l'U.C.D, tentative de putsch du 23 février 1981..). Elle y pallia grâce à l'écrasante victoire électorale du P.S.O.E. en octobre 1982. Tentant de restructurer plusieurs secteurs de l'appareil productif pour faire face à la concurrence sur le marché mondial, le nouveau gouvernement "socialiste" s'attaqua directement à la classe ouvrière en promulgant des plans qui, entre autres, passent par des dizaines de milliers de licenciements (le taux de chômage par rapport à la population active est un des plus élevés d'Europe). Réduit à la défensive, subissant des réductions de salaire et d'allocation-chômage, le prolétariat fait preuve de combativité dans les secteurs où il est le dos au mur : par exemple à Sagunto (fermeture des Hauts Fourneaux de la Méditerranée), à Vigo et Gijon (compression drastique de personnel dans les chantiers navals, la sidérurgie, l'automobile...). Cependant, à l'image de la France, la gauche au pouvoir remplit parfaitement sa fonction anti-prolétarienne en empêchant l'extension de ces luttes par l'accroissement, au du moins l'entretien, des divisions catégorielles et grâce au mythe des négociations. Les gesticulations "critiques" des syndicats (principalement des Commissions Ouvrières, car l'U.G.T. est lié au P.S.O.E., donc au gouvernement), du P.C.E. (qui, du fait de son laminage électoral, n'a pas été associé au pouvoir) et des résidus gauchistes, s'appuient sur le mécontentement ouvrier, mais ne vise également qu'à briser cette combativité en la maintenant dans les limites du corporatisme.

Dans son N°3 (janvier 1983), la revue "In-dolencia" (I) avait raison d'écrire :"Aujourd'hui, nous sommes véritablement européens ! Comme en France, Italie... ici aussi, le capital a repris les rênes de la lutte de classes. L'autonomie de la sphère politique s'est développée dans le Système des Partis et le pacte social ne surprend maintenant personne. Il faut faire un grand effort pour trouver dans la classe ouvrière de 1982 quelque relation avec celle qui était le protagoniste des grèves générales comme à El Ferrol ou Vigo, ou des luttes autonomes comme à Vitoria ou Roca. Et cependant, malgré les distances, l'analyse du rapport capital/travail montre le lien entre l'ancien et un nouveau mouvement ouvrier. En effet, si la classe ouvrière a subi de grandes transformations, sa désarticulation n'est pas encore une tâche facile. Dans l'Etat espagnol, la restructuration ne fait que commencer" (cf. le début de l'article, intitulé "L'histoire interminable"). Mais cette constatation intéressante faisait partie d'un dossier au titre résolument "moderniste" : "La lutte ouvrière dans les années 80 : une passion inutile". Cherchant d'autres figures de proue (squatters,...) du fait de la "crise du sujet prolétarien", In/dolencia fut conduite à décréter que "la classe ouvrière n'était plus à la mode" (!). Voulant élargir le concept de classe sociale, elle abandonna la réflexion sur l'évolution du prolétariat au sein des entreprises pour se pencher uniquement sur les phénomènes de marginalisation dûs à la crise (accroissement du travail non productif et du chômage). Prenant des vessies pour des lanternes et les produits de la décadence capitaliste pour de nou-

la TORTURE en ITALIE

Pour pouvoir donner une légitimité au projet complexe de restructuration la bourgeoisie avait besoin d'éliminer, à long terme, toute forme d'antagonisme de classe. Antagonisme qui s'était exprimé de façon énergique, jusqu'en 1978-79, dans l'aire de l'autovalorisation. Il était donc nécessaire d'éliminer une génération entière de luttes d'avant-garde et tout un milieu politique, en créant les conditions pour qu'ils ne se reproduisent pas et pour que ne s'établisse pas de continuité dans le parcours communiste collectif. Mais pour un programme aussi important, la bourgeoisie ne pouvait pas compter sur les forces politiques qui la représentent traditionnellement ; elle avait besoin d'une force politiquement opérante et qui, sans lui être interne, ait une bonne connaissance de la classe. Le rôle du PCI dans la répression le 7 Avril et après a été énorme et déterminant, non du point de vue militaire -- où sa contribution fut aussi notable (des questionnaires sur le terrorisme aux "super temoins" membres du PCI) -- mais surtout au niveau politico-culturel pour l'organisation de cette campagne répressive, autour des mots d'ordre ; interruption du parcours communiste de masse, élimination de la mémoire historique collective, mise en place d'une nouvelle culture et de nouvelles valeurs.

le camarade Di Léonado
(photo Autonomia n° 27)

Malgré l'épuisement de cette tentative de promotion d'une nouvelle culture (qui consiste essentiellement dans la récupération d'éléments et de modes qui furent un temps des moments de ruptures, et dans l'importation de la culture made in USA), il est évident que la tentative pour reproposer des valeurs comme le travail, l'honnêteté, la famille, la torture en Italie s'insère entre les deux phase de l'opération répressive: entre l'élimination d'une génération de révolutionnaires et la destruction d'une mémoire historique collective.

Cette pratique à toujours plus ou moins existée sous une forme ou sous une autre : aujourd'hui dans l'après Dozier, la torture devient publique et de masse (...). Comme nous l'avons déjà dit ce n'est pas chose nouvelle pour les communiste, ce qui est nouveau par contre c'est la massification de telles pratiques (*).

Avant s'il y avait des cas de torture, avec des moyens et des instruments les plus divers, celà concernait des camarades isolés en Prisons Spéciales, donc avec peu de probabilité de diffusion de l'information, ou occasionnellement quelques camarades (comme pour ceux du collectif de Barona à Milan). Aujourd'hui tout communiste, ou présumé tel, arrêté ou gardé à vue, ne peu absolument pas penser éviter les soit disant "itérrogatoires poussés".

La pratique terroriste de la torture, comme toute forme de répression, change graduellement le sujet auquel elle est destiné; du mouvement communiste à toute la classe.

C'est donc la classe, le proletariat social, qui doit répondre au terrorisme d'Etat, qui doit lui opposer son autonomie de classe à la tentative de pacification sociale. Ce qui dans une large mesure se produit, malgrès l'absence de repères organisationnels: la lutte des précaires, des étudiants sans études, les milliers d'occupations de maisons, le refus de la consultation syndicale, de la politique des sacrifices et les contestations dures des métallos romains, représentent une solide continuité du parcours historique (de la lutte de classe) que l'Etat voulait éliminer, mais indiquent aussi de façon très claire les objectifs que se donne la classe et les thèmes sur lesquels elle se décide à bouger: demande de revenu, réduction du temps de travail, droit au logement, qualité de la vie ...

C'est l'unique riposte possible au terrorisme d'Etat : intensifier la lutte pour le revenu, pour le temps libre, pour le logement, pour la qualité de la vie, donner une continuité à 12 ande luttes, conservant et développant la mémoire historique collective, opposant une culture et une vérité de classe à la culture et à la vérité du capital.

Dans cette tentative pour officialiser et légaliser la torture, l'Etat a rencontré un obstacle important: la contre-information de masse qui s'est développée immédiatement sur ce thème dans les organes d'information du mouvement, avec la mobilisation dans les écoles et sur les lieux de travail, avec les assemblées et les manifestations.

En un moment ou l'information est une marchandise des plus précieuse, parceque productrice de consensus, où les medias doivent ou suivre à la virgule près les directives du capital ou être éliminés (**), courcicuiter et et attaquer l'information du régime devient à coup sure une pratique de déstabilisation.

-- contrôler les conditions matérielles de vie dans les prisons;
-- faire circuler l'information sur les prisons et la répression;
-- bataille (même garantiste) pour la publication des documents sur les prisons.

la rédaction de
radio Black-Out (Milan)

(*) suite à l'enlèvement du général Dozier par les BR à débuter une véritable campagne visant à légitimer l'usage de l'infâmie contre les infâmes; l'usage de la torture contre les terroristes.
(**) plusieurs journalistes ont eut des problèmes (garde à vue, inculpation) pour avoire diffusé des infos sur la torture en Italie.

veaux moteurs de l'Histoire, elel théorisa son manque de perspectives révolutionnaires :"Le Panorama est glacial et désolé. Que signifie maintenant parler de lutte ouvrière ?". Puis, elle proclama "l'actualité du communisme" à travers les phénomènes de rejet du travail, de la politique, du désir de vouloir jouir de la vie... ce qui explique sans doute l'arrêt de sa publication !

...MEME SI LE MOUVEMENT SOCIAL A LAISSE DES TRACES...

Pourtant, malgré ce bilan négatif à une échelle générale, l'Espagne est un des pays où les mouvements des années 70 ont laissé le plus de traces et où celles-ci indiquent le plus clairement que le prolétariat demeure la force essentielle (2) autour de laquelle se développera le futur mouvement social. Ces traces peuvent se voir à plusieurs niveaux : essentiellement à travers l'attitude critique d'une majorité de la classe ouvrière vis-à-vis des organes du capital en son sein (partis et syndicats ; outre les déboires électoraux du P.C.E., le taux de syndicalisation a chuté vertigineusement ces dernières années dans les régions industrielles comme la Catalogne), mais également de façon plus minoritaire par le biais d'une résistance autour d'organisations autonomes sur les lieux de travail. Ainsi, à Barcelone, il continue d'exister plusieurs collectifs ouvriers indépendants des syndicats et ce dans divers secteurs. Non seulement ils s'efforcent quotidiennement d'intervenir au sein des entreprises, mais ils publient aussi régulièrement des bulletins qui donnent des informations directes et essayent de faire le point par rapport à l'évolution de la situation sociale à tous les niveaux (politique, économique, culturel...). Pour en citer quelques-uns :

*Bulletin Gondiesel (Métallurgie), organe informatif du comité d'usine et porte-voix de libre expression des travailleurs;

*Forme et Fond (Arts graphiques), bulletin informatif du collectif de travailleurs de Gravat;

*La Estiba (Dockers), bulletin de la coordination nationale ; Le Port, bulletin de l'organisation autonome des dockers de Barcelone (OEPB) (3);

*Collectif de l'Hôpital Saint-Paul (Santé), porte-voix du Groupe de Travailleurs;

*Marxa (Banques), revue bimensuelle des travailleurs de Banesto éditée par le Collectif des Travailleurs Assembléistes; Non Affiliés, feuille informative des membres du Collectif de Travailleurs Assembléistes au comité d'entreprise de Banesto;

.... (il est à noter que ces bulletins, revues ou feuilles, sont publiés à plusieurs milliers d'exemplaires).

Afin d'éviter l'isolement sur leurs entreprises respectives et par là les risques du corporatisme, la plupart de ces collectifs ont formé une coordination inter-entreprises. Ce processus a été facilité grâce aux contacts noués lors du soutien apporté à la longue lutte des dockers s'opposant à la restructuration portuaire (1980-81) et à ses conséquences (en particulier plus de 13.000 licenciements prévus sur l'ensemble du territoire espagnol). Les dockers du port de Barcelone étant à la pointe de ce mouvement, cela dynamise les discussions avec les collectifs autonomes des autres secteurs et aboutit, en janvier 1982 à la parution du N°1 d'un bulletin commun concrétisant le processus de coordination. Intitulé "Todos a una" (Tous ensemble) et tiré à plus de 10.000 exemplaires, il présente les activités des différents collectifs en publiant certains de leurs textes et définit ses objectifs dans des éditoriaux :

"Quand ils donnent des nouvelles sur le monde du travail, les moyens de communication -presse, radio et télévision- parlent seulement des syndicats classiques comme si le mouvement ouvrier était totalement représenté par eux. Ce n'est pas ainsi. Il existe une autre forme d'organisation qui, même diffuse, n'en est pas moins réelle : les collectifs autonomes ou organisations indépendantes d'entreprise qui regroupent les travailleurs n'ayant pas voulu se faire encadrer dans les syndicats traditionnels pour des raisons diverses mais avec pour dénominateur commun le rejet du dirigisme et du bureaucratisme, préconisant à leur place la forme de l'assemblée.

Cette réalité qui existe, même avec peine, se reconnait dans le fait qu'elle ne s'intéresse pas au Pouvoir, étant donné qu'il ne la contrôle pas, elle a besoin de se faire connaître et de s'exprimer car la vocation des collectifs n'est pas de rester enfermée entre les quatre murs de l'entreprise où ils sont nés.

Cela, et pas autre chose, est l'objectif principal de ce Bulletin. Pour cette raison, à partir de ces pages, nous invitons les collectifs qui existent à exposer ici leurs expériences et à se faire connaître en nous faisant participer aux thèmes qui les préoccupent le plus en ce moment" (cf. Présentation, N°1, janvier 1982).

"...S'il y a, cependant, une idée, un minimum qui nous unit, c'est ceci : nous savons que la canalisation des intérêts des travailleurs à travers les syndicats ne nous intéresse pas.

Nous ne voulons pas terminer sans signaler quelques points communs entre les entreprises avec lesquelles nous sommes en contact.

1) On remarque une grande baisse dans l'adhésion aux syndicats majoritaires et minoritaires, après l'affiliation, dans quelques cas massive, à la suite de leur légalisation en 1977.

2) Cette situation provoquée par la réponse extrêmement mauvaise de ceux-ci aux attentes des travailleurs, a provoqué une démoralisation dans la classe ouvrière, y compris dans les entreprises qui se détachèrent par leurs luttes durant le franquisme.

3) Cette situation a été dépassée dans les endroits où existe une organisation ouvrière indépendante, autonome ou comme l'on veut l'appeler, qui a été capable de livrer bataille au capital, dans la limite de ses possibilités, et d'impulser volonté et confiance aux travailleurs dans leur propre force et leur capacité de s'auto-organiser.

C'est tout, nous espérons que cette présentation vous motivera pour lire les expériences que nous ont relatées divers camarades. Jugez vous-même et observez que vos problèmes et les solutions qui en découlent ne sont pas uniquement les vôtres, ils et elles sont universels". (cf. éditorial, N°3, 2ème et 3ème trimestre 1982).

...QUI DEVRONT ETRE DEPASSEES PAR LE FUTUR MOUVEMENT !

Bien entendu, l'élément le plus important étant l'expérience de la majorité du prolétariat, il ne s'agit pas de monter en épingle l'existence des groupes dont nous venons de parler. D'autant que, malgré leur coordination, ils expriment encore un degré de grande hétérogénéité (chaque collectif ne représente pas le même niveau de conscience, et le plus avancé n'est pas forcémment exempt de critiques) et qu'ils sont porteurs de limites significatives pouvant peser sur la clarification nécessaire au futur mouvement social. Pour conclure provisoirement, nous voulons donc proposer une critique des faiblesses et des confusions de ces organisations autonomes, tout en soulignant leurs aspects positifs. Le mouvement à venir pourra s'appuyer sur ceux-ci tout en étant obligé -s'il veut assumer ses tâches historiques- de dépasser largement toutes les insuffisances ou les erreurs du présent comme du passé. Au cas où certains collectifs s'avèreraient être des obstacles à l'image des syndicats, il sera même forcé de les combattre et de les détruire !

Les deux aspects les plus positifs de ces groupes autonomes sont :

- d'être nés des réactions de la classe ouvrière contre les accords entre les syndicats, les partis de gauche et le mouvement "centriste" pour gérer la crise en renforçant l'exploitation (cf. les différents pactes qui se sont succédés après celui de la Moncloa). Par là, ils représentent une tentative de résistance prolétarienne à tous les plans de "restructuration" capitaliste, d'où leur critique du syndicalisme sur la base des débordements de celui-ci opérés par le mouvement social.

- de mettre en avant les formes d'expression et d'organisation autonomes prises par ce mouvement : Assemblées ouvrières, auto-organisation, action directe,... Cela explique leur souci d'unité du prolétariat et donc leur tentative de mettre en place une coordination inter-entreprise pour briser leur isolement et faire face aux problèmes de façon commune, par exemple en étant capables de s'apporter un soutien concret les uns aux autres (circulation des informations, appui direct par des débrayages ou grèves dans plusieurs entreprises et secteurs...).

On peut ajouter à ces deux aspects une certaine critique du travail salarié qui se vérifie non seulement à travers quelques articles (ainsi celui sur l'analyse du "temps libre" et des "loisirs" dans le N°2 de "Todos a una"), mais aussi par les pratiques de résistance -au sein des entreprises- à toutes les mesures visant à renforcer le contrôle et la rentabilité capitaliste sur la production (anti-hiérarchie, absentéisme, coulage des cadences...).

Cependant, les côtés négatifs l'emportent en noyant d'ailleurs souvent les aspects positifs dans la confusion. Le principal est lié à la situation de stagnation générale des luttes. En effet, conduites à se battre sur la base de revendications défensives, les organisations autonomes en arrivent, au nom de la "défense de l'emploi", à se tromper d'objectif en dénonçant la "mauvaise gestion" des patrons ou des directeurs. Par là, elles entraînent les ouvriers à croire que la crise proviendrait de l'incompétence ou de la corruption de ceux qui dirigent. Et, si sur ce terrain, elles se montrent plus combatives que les syndicats existants, c'est uniquement pour les remplacer. Ainsi, les collectifs indépendants répandent l'illusion sur la possibilité d'un "syndicalisme de base" (ou "de classe"), donc sur celle d'aménager le capitalisme grâce à une réforme efficace.

La conséquence logique de cette erreur est que les collectifs se présentent dans le cadre des élections d'entreprise (comités, délégués) pour rivaliser avec les syndicats traditionnels. Même si certains le font d'un point de vue tactique, mettant en avant les principes assembléistes, cela les entraîne à apparaître comme des "boutiques", certes plus combatives et plus "ouvertes" (démocratiques) -d'où les succès qu'ils remportent et les larges majorités qu'ils obtiennent, par exemple chez les dockers- mais qui sont contraintes de gérer la misère (activités sportives, culturelles, vacances...). En période de non lutte, toute organisation de masse -même autonome- qui devient permanente subit les pressions du système et finit par s'intégrer plus ou moins à celui-ci.

De plus, tout en étant méfiants et critiques vis-à-vis de la politique de gauche qui a été instaurée avec l'arrivée du PSOE au pouvoir, quelques collectifs adoptent une attitude d'attente équivalente à une sorte de "soutien critique" au gouvernement "socialiste" et à l'acceptation des mesures d'austérité si leur "sacrifice économiques" se traduit en "bien social" : création d'emplois, allocation décente de chômage qui soit au niveau du Marché Commun, enseignement gratuit, assistance sanitaire efficiente, etc..." (cf. l'article "Temps de changement ou changement du temps", publié dans le N°1 de la revue "Marxa" et reproduit dans le N°4 de "Todos a una", 1er trimestre 83).

Leurs erreurs par rapport à l'Etat se retrouvent au niveau de la région. Poussés par leur anti-colonialisme, les collectifs sont amenés à développer un certain "autonomisme" (publication de leurs textes en castillan... et en catalan) même si, par ailleurs, ils dénoncent les dirigeants de la Généralité de Catalogne et font des appels à la solidarité internationale. Ils continuent également de charrier des thèmes gauchistes (démocratiques et anti-fascistes) sur les libertés et la moralisation de la politique : réforme de la justice (code pénal, prisons, torture) et de l'armée (épuration des putschistes...), droits des femmes (campagnes pour l'avortement...), etc.

ET ALORS ?

Ce n'est donc pas la situation actuelle en Espagne qui fera sortir le milieu révolutionnaire de son désenchantement, d'autant que les courants radicaux existant au-delà des groupes autonomes ouvriers ont subi l'atomisation comme dans les autres pays européens. Et même s'ils ont l'avantage d'être liés aux secteurs combatifs cités précédemment, leur réflexion théorique progresse aussi lentement qu'ailleurs.

Mais ce bilan ne doit pas nous inciter à l'abandon et au refuge dans des modes chargées de fluide glacial. Au contraire, il faut être lucides pour nous préparer à des perspectives qui, du fait de la période d'accélération de la crise, sont plus proches que les apparences de la réalité ne le laissent croire. Malgré un relatif immobilisme social, les affrontements de classe décisifs ne sont pas repoussés aux calendes grecques, notre vieille amie la taupe creuse toujours...

Un camarade du groupe Volonté Communiste

(Pour tout contact ou correspondance, écrire à Révolution Sociale, BP 30316, 75767 Paris Cedex 16).

(1) Cette revue, proche des positions de l'Autonomie italienne issue de "l'opéraisme", était apparue avec un n°0 en décembre 1981. Après quatre numeros, sa publication est arrêtée (in/dolencia, S. Lopez-Petit calle Rech Condal 1°-1ª, Barcelona 3)

(2) Même si sa composition évolue du fait de la crise et des tentatives de restructuration capitaliste.

(3) Rappelons que le journal "Révolution Sociale" à publié dans son n°2 des extraits de quelques textes de l'OEPB.

(4) Tous ces collectifs, y compris "Todos a una", n'ont pas d'adresse. Les contacts se prennent directement au-près des diffuseurs dans les boites. Cependant il existe un siège de conseil juridique, qui les représente légalement (nous pouvons en communiquer l'adresse à ceux qui seraient interressés).

(5) Thèmes qui restent extrèmement utilisés par l'Etat à l'heure actuelle, pour mystifier les proletaires; confère les manifs anti-terroristes récentes, contre l'assassinat de militaires par l'organisation séparatiste basque, ETA-m.

(6) sigalons toutefois la sortie récente d'une revue, "correspondencia della guerra social" (etcetera, apartado de corréos 1363, Barcelona).

GREVE GENERALE.

C'est le vendredi 2 septembre que les premières actions spontanées des cheminots de Charleroi commencent à perturber sérieusement le traffic ferroviaire. Dès le 12, toujours à l'initiative de la base, l'ensemble du pays est contaminé, tout le reseau est paralysé ; plus un train ne roule !

Le mouvement se diffuse comme une trainé de poudre aux autres secteurs de la "fonction publique" : postiers, conducteurs de bus et de trams, employers et ouvriers des ministères, des communes, de la RTB, dockers, travailleurs des transports aériens et maritimes... De Charleroi à Liège, d'Anvers au Luxembourg, l'ensemble de l'économie nationale est bloquée.

A partir du 17 septembre le mouvement touche des centres importants du "privé" ; Cockerril Sambre, Carterpillar, les ateliers de constructions électriques Schreder, le port d'Anvers, etc ...

En même temps le conflit se durcit, les piquets s'affrontent aux jaunes, il y a des actions de sabotage, des arrestations.

Comme le constatait le quotidien belge "Le Soir" ; '' C'est la base, les travailleurs eux-mêmes qui, en dehors de toute consigne syndicale, ont déclanché ce mouvement de ras-le bol (...) cette fois encore, il semble que les états-majors syndicaux s'efforcent de canaliser mouvement spontané qui ne leur doit rien '' (13-09-83). Ils se rallient donc à la GREVE GENERALE, cherchant comme d'habitude à se poser en détenteurs légitimes de la représentation de la classe, négociant au nom des grèvistes. C'est ainsi que les syndicats -- FGTB socialiste, CSC chrétien et le syndicat liberal -- acceptèrent à partir du 22 septembre de présenter à la base le pré-accord avec le gouvernement.

Les matières premières n'arrivent plus, les grandes usines produisent de moins en moins (guère plus de 25 % dans la sidérurgie), les denrées périssables pourrissent en mer ou sur les canaux, la pagaille est à son comble dans les villes embouteillées par des milliers de voitures individuelles.

'' Les mandataires syndicaux, pris de court par les actions spontanées de la base, les ont appuyées ensuite, mais commencent tout doucement à craindre l'accident '' ("Le Soir", 23-09). Il s'agit donc pour eux de "coller" au mouvement pour le pousser à une solution négociée.

Restait à voir comment les grèvistes allaient encaisser la capitulation syndicale: au bout de deux semaines de grève générale, au prix souvant de sacrifices financiers importants, ils paraissent alors décidés à "aller jusqu'au bout" ...

Pourtant, jour après jour, secteur après secteur, région après région, sous l'impulsion syndicale le travail reprend. Tout semble rentrer dans l'ordre. Un mouvement aussi fort et massif a pu être liquidé en trois jours, sans que la bourgeoisie n'ait rien cédé de fondamental.

Ce paradoxe entre l'importance de ce cycle de luttes et la rapidité avec laquelle il est retombé, ne peut, bien sûr, pas s'expliquer par la seule "trahison" syndicale, mais il faut c comprendre les forces et les faiblesses du mouvement lui-même.

Contrairement à ce qu'on prétendus les médias et les syndicats -- pour se déculpabiliser -- ce n'est pas le refus des flamands qui a stoppé la grève; des centres de lutte comme Anvers ou Gand ont été des temps forts du mouvement, tout comme le refus des navigateurs hollandais de venir briser la lutte de leurs camarades belges.

L'élément fondamental de ce mouvement, c'est cette explosion de la spontaneité de classe, qui se fait contre la trêve sociale, contre les divisions (linguistiques, catégorielles ...) , pour se diffuser sur l'ensemble de pays, comme celà ne c'était plus vue depuis les grandes grèves de 1960-61.

C'est même une des réponses les plus massives contre l'offensive capitaliste , de ces dix dernières années. Ces grèves ne se sont pas développées contre telle ou telle mesure ou pour une quelconque revendication spécifique, mais directement contre la politique d'austérité, contre tous les sacrifices, contre toutes les mesures anti-proletaires. Cette grève générale a donc représenté un véritable enjeu à l'échelle européenne. ''.Persuadés de la résignation des salariés face au chômage et à la crise, dont ils auraient 'intégré les contraintes', nombre de gouvernements 'rigoristes' en Europe doivent regarder avec quelque angoisse les développements d'un conflit aux relents de grève générale '' ("Liberation", 21-09).

Il s'agissait d'un ras-le bol généralisé, qui a permit la diffusion rapide et massive du mouvement, la rec recomposition subjective d'une fraction importante du proletariat belge. Ce qu'a exprimé le haut niveau de combativité des grèvistes, la radicalité diffuse de la lutte; sabotage des pilones à haute tension, des lignes de chemin de fer, de bus et de tram, piquets de grève ... Actions qui matérialisait un refus du jeu économique, des règles de la politique contractuelle.

Mais le mouvement à aussi buté sur ses propres faiblesses, ses impuissances : il est parti contre l'austérité et sous l'impulsion des syndicats et des gauchiste il est tombé dans le piège des revendications sectorielles séparées, faisant preuve d'une absence de direction autonome de la lutte, de contrôle ouvrier sur la lutte ouvrière.

La spontaneité, la massification sont des éléments clef de la lutte de classe autonome, mais insuffisant pour garantir l'autonomie réelle du mouvement. En quelque sorte l'autonomie ouvrière, en Belgique, à été défaite par son incapacité à se poser comme alternative.

Ce qu'a parfaitement exprimé la quasi inexistance de niveaux d'affrontement à l'Etat, contrairement à ce qui s'était passé en Fevrier-Mars derniers. Le mouvement de ces dernières semaines fut éminement plus ample, touchant l'ensemble du pays, ayant une grande potentialité de contagion, mais à montré aussi une certaine passivité , un manque de rupture avec les pratiques syndicales, une absence d'actions massives et offensives, de manifestations combatives, de débordements ... Montrant là toute les limites du mythe de la "grève générale", comme grève politique, comme s'il suffisait de croiser les bras, de paralyser l'économie, pour faire ceder le capital.

Seul quelques actions de sabotage ont exprimé un besoin subjectif de radicalisation, qui n'a pas trouvé de débouché. Ce qui permit aussi de faire de ce conflit général une lutte contre le seul gouvernement Martens, aux mains de la gauche socialiste.

Il y a cependant un acquis indéniable de cette grève généra le, elle vient de façon salutaire et lmalgrès la défaite, rappeler aux proletaires qu'ils représentent une force de classe, une puissance collective.

Elle a puissement entamé la crédibilité des syndicat; leur cynisme, leur rôle de fossoyeurs de la lutte c'est révélé de façon éclatante: '' une chose est certaine, il faudra longtemps, très longtemps pour reconquérir la confiance de la base '' ("Le Soir" 27-09).

(d'après un article du journal "Action Communiste" publié en Belgique par le Groupe Communiste Internationaliste)

Solidarité active !!!

Un des points des plus positifs du mouvement de ces dernières semaines a certainement été les actions de sabotage qui ont pratiquement soutenu son extention et sa radicalisation. Ces actions matérialisent le rejet de la propriété privative, matérialisent la pratique classiste de désolidarisation d'avec l'économie nationale, d'avec l'outil de notre exploitation !

Toutes les racailles hurlent avec les loups pour condamner ces actions qui, pour nous, montrent la voie à suivre. Il s'agit de l'avant-garde ouvrière: il s'agit de la réappropriation, certes encore très limitée, des méthodes de la lutte prolétarianne imposant dictatorialement notre intérêt de classe contre tous les démocrates, pacifistes et autres briseurs de grèves.

Quel meilleur exemple du rejet du fallacieux "droit au travail" que ces camarades de la S.T.I.B. (société des transports intercommunaux bruxellois) qui "s'activaient à enfoncer des coins de bois dans les aiguillages des voies de tramways. Ils avaient déjà procédé à d'autres actions du même type,à l'aide de bois ou de bitume, à une dizaine d'endroits du réseau bruxellois" (La Libre Belgique du 23/9/83).

Ces camarades sont tombés sous les coups de la répression conjuguée des services de gardiennage, de la gendarmerie et des syndicats qui, sur cette question comme sur les autres, se sont montrés à l'avant-garde de la répression anti-ouvrière : "Les syndicats considèrent que les sabotages de la nuit de jeudi à vendredi sont l'oeuvre d'irresponsables ne respectant pas les consignes" (La Libre Belgique du 23/9/83). Et voilà ! "Irresponsables", "provocateurs", "autonomes", "membres de la C.I.A.", "fascistes rouges", ... sont une fois de plus les calomnies bien bourgeoises avec lesquelles les syndicats, ces délateurs, ces balances, ces flics, ... et tous les défenseurs de l'ordre capitaliste voudraient discréditer les actes prolétariens.

Pour notre part, nous nous solidarisons entièrement avec ces actions et appelons toutes les forces réellement révolutionnaires à soutenir les camarades victimes de la répression, à organiser leur défense, à organiser

LA SOLIDARITE ACTIVE !

Groupe Communiste Internationaliste

"A Dreux,nous avons refusé le silence.Et nous nous sommes battus,parfois physiquement contre ces jeunes gens en treillis et rangers,protègedent aux machoires et matraque à la ceinture.Depuis des mois.Aussi,lorsqu'à la fin du scrutin quand nous avons vu et entendu le premier secrétaire du parti socialiste dire sur nos écrans de T.V qu'il n'y a pas aujourd'hui de danger fasciste en France,nous avons regretté qu'il ne soit pas venu faire un tour à Dreux. ...Faut-il rappeler que dans les années trente déjà,la SFIO tentait de minimiser la montée du nazisme parce que la France n'était pas l'Allemagne"(Nouvel Obs. 22/09/1983).

Ca y est:le grand mot vient d'être lancé;il y a bien danger fasciste en France...numérotez vos abattis et tous derrière la gauche contre la peste noire...

Essayons plutôt de raisonner objectivement.

Depuis que des listes"d'honnêtes gens"sont apparues pour exiger un supplément de flics et dénoncant plus ou moins explicitement les immigrés comme principaux fauteurs de trouble, la Gauche nous a offert une cacophonie d'une rare qualité.Si la présence d'une liste dénoncant les immigrés comme facteur de risque social est signe de fascisme larvé(même si le terme est faux le raisonnement est correct)alors Deferre est un petit Laval en puissance...En effet,c'est lui qui a fait alliance avec une de ces listes douteuses;c'est lui qui,alors qu'il avait le feu aux fesses entre les deux tours,a claironné à qui voulait l'entendre sur les médias nationaux et dans son cher "Provençal"qu'il n'y avait jamais eu autant d'expulsions;c'est lui enfin qui a contacté le décidemment malheureux ministre de la justice pour que les expulsions soient plus systématiquement prononcées et qu'elles soient suivies d'effet.

Sans doute l'expérience de Dreux a-t-elle été vécue comme un réel traumatisme pour toute une frange de la gauche;celle qui croit encore à un humanisme et entre cette gauche-là et celle plus réaliste incarnée par Deferre le fossé est profond.Certes il résulte d'une inadaptation totale de la Gauche à la pratique de l'attaque primaire mais à bien des égards

gageons que le P.S est en train de formuler un discours à géométrie variable;une "stratégie du panier de crabes"dans laquelle le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation est depuis longtemps passé maître. Pour le parti aujourd'hui il s'agit de ratisser large;dès lors il est intéressant,électoralement de laisser les Joxe,les Gaspard et autres Badinter dispenser un discours généreux; on les laisse périodiquement s'indigner pour prouver que la Gauche humaniste-et légèrement utopique-existe encore.Pendant ce temps,intervenant en tant que responsables économiques,militaires ou chefs des flics, on restructure,redéploie,contrôle,capitaux,troupes,flics.Pour séduire l'électorat l'heure est à la"grandeur de la France"à la légitimation de la doctrine gaullienne de l'Etat par un exercice total des prérogatives de l'exécutif.

Toutefois on peut douter des chances de succès d'une telle cuisine électorale;la stratégie a,certes,été utilisée par les Radicaux à partir de 1873 pratiquement jusqu'en 1940, soit durant toute la IIIème République,mais peut-on rééditer une telle série de compromis.La "stratégie du panier de crabes"inaugurée depuis peu doit faire face à des institutions différentes,une plus grande rigueur dans le jeu des partis,une mobilité relative de l'électorat,mais également à une tentative de récupération de la gauche extra-parlementaire,LCR en tête qui trouve une occasion de redorer son blason,faisant appel à ses orgasmes militants des années 70 et-enfin-découvrant un thème à exploiter (le vide dialectique de la crise du gauchisme l'ayant porté à un inquiétant étiage militant).

Enfin-last but not least-au sein de l'extrême droite,nul doute que les nazillons vont affiner leur argumentation à mesure que se développera leur"recomposition".Les mots d'ordre nous les connaissons tous:2millions d'immigrés=2millions de chô-

ANTIFASCIME ?

meurs;rétablissement de la peine de mort;auto-défense;anti-marxisme...

Dire en matière de réponse que les immigrés ont été importés par les multinationales et qu'ils ont une fonction bien précise dans l'économie (cf rapport du plan I976;"cet effet de l'immigration-augmentation de l'élasticité de l'offre de main d'oeuvre-permet un taux d'augmentation de la productivité et satisfait aux conditions propices à la réalisation simultanée de l'équilibre extérieur et intérieur")ne sert à rien;par contre il est tout une série de mouvement de coulisse qu'il importe de savoir pour mesurer les progrès de la recomposition de l'extrême droite.

Il semble qu'il y ait deux blocs concurrents.

I)CNI+PFN qui entretiennent un échange régulier de militants;le Centre National des Indépendants semblant être la garantie de respectabilité pour les membres du Parti des Forces Nouvelles en quête de respectabilité. Par exemple,Pascal Gauchon ex-leader du PFN a laissé sa place à Roger Girard pour aller au CNI.Parmi les personnalités du PFN on trouve bon nombre d'anciens de l'OAS ou peu ou prou liés à elle;Me Tixier Vignancourt défenseur attitré;Joseph Ortiz ancien organisateur des premiers groupes-feu de l'OAS à Alger,co-fondateur du Comité de salut public dans cette même ville.On en trouve également au CNI à commencer par Pierre Sergent qui eut un rôle important lors des deux putsch et à partir de I958;pourchassé par les barbouzes il était avec Degueldre l'un de ceux qui avaient mené les mutineries des REP.Gracié de sa condamnation à mort ce sont les socialistes qui l'ont réhabilité. Enfin notons qu'en I98I le PFN et Fuerza Nueva ont tenu un meeting commun où un dénommé Servando Balguer a déclaré:"La nouvelle droite,cela ne veut pas dire que nous regardons le passé(NDLR:fuerza nueva est franquiste);il s'agit seulement d'une adaptation stratégique.Comme on dit chez nous,il faut mettre son vin dans des outres différentes".Dernière remarque le CNI a été invité par le syndicat fasciste des flics(FPIP),son représentant était Alain Robert ex-membre du "bureau politique" du PFN...

II)Front National+FPIP+Légitime Défense.

Des deux blocs c'est sans doute celui-ci qui représente l'ensemble le plus cohérent.Une aile politique;le FN;une aile catégorielle;la fédération professionnelle indépendante de la police(FPIP);une caisse de raisonnance;légitime défense.Des mots d'ordre;trop d'immigrés(FN)la peine de mort(FPIP)le droit du citoyen à se défendre (LD).

Les trois formations par réciprocité sont très liées;le 3.6.I983,Le Pen était en tête de la manif de flics impulsée par la FPIP;François Romério président de légitime défense est également président d'honneur de la revue"police et sécurité" qui n'est autre que le bulletin de la FPIP;enfin le FN et LD lors des municipales se sont toujours trouvés des convergences objectives.En ce qui concerne les données brutes sur Paris rappelons que le FN a"fait"I3,6% aux dernières municipales (mars 83)dans le XXème,que le direcoteur de publication du"National"(organe du FN)n'est autre qu'un dénommé Chiappe,fils du préfet fascisant qui refusa de mâter l'émeute des ligues patriotiques le 6/2/I934...comme quoi ça tient de famille.Quant à la FPIP,elle a recueilli aux élections catégorielles I2,4I% des voix sur Paris surtout dans les brigades de nuit;par ailleurs 85 officiers et commandants de police sur les 856 que compte la capitale ont voté pour elle.Accessoirement elle est liée à une association:"association de soutien à la police"qui doit compter du beau monde parmi ses adhérents et est également en rapport avec une revue qui s'adresse au monde judiciaire:"Hapax de Magistrats".

Evidemment tout ce petit monde se retrouvera lors du congrès de la FPIP le I9/6/I983...

Enfin cédons devant une citation qui mérite toute notre attention même si l'organisation évoquée fricote avec le FN et le PFN selon les cas;il s'agit donc du communiqué du GUD après les succès du MSI en Juin I983;"Les nationalistes européens s'affirment une fois de plus comme étant la seule alternative.Alors que l'Italie et l'Europe se préparent à célébrer la naissance de Bénito Mussolini(NDLR:ce fut un bide),à Rome comme à Paris,les nationalistes sont et seront en fer de lance des luttes populaires pour la grandeur de la nation et la justice sociale". Le Monde 29/6/I983.No comment.

Faut-il dans l'état actuel des choses parler comme F.Gaspard de l'emmergence d'un phénomène fasciste? Plusieurs remarques préliminaires s'imposent.

Le mot fascisme a été trop galvaudé;tout juste peut-on dire qu'il existe une réelle tentation totalitaire dans des couches encore restreintes de la population.Dans le XXè arrondissement ou à Dreux il n'y a pas encore de chemises brunes chassant l'allogène.Toutefois le caractère autoritaire de l'idéologie justifie pleinement une réaction appropriée.Quelque soit le nombre,nous sommes irrémédiablement et définitivement opposés à ce genre de pensée comme étant totalement antagonique, dans le fond et dans la forme,à la nôtre.

Il ne faut pas comme la ligue faire de l'antifascisme un adversaire unique;délaissant par ailleurs tout projet politique.Abstraitement la tentation du totalitarisme intervient en période de crise du capital; lorsque certains conflits ne peuvent plus être médiatisés selon le schéma ordinaire.La tentation totalitaire ne saurait être,donc,soustraite à son contexte;un désordre interne du capital.

Fascisme ou pas il est en tout cas certain que de nouvelles notions politiques sont en train d'apparaître.En premier chef le discours de l'extrême droite est articulé autour d'une doctrine de la sécurité nationale.Sécurité individuelle et son droit à l'auto-défense;sécurité locale avec un accroissement des effectifs de répression et la recherche de bouc-émissaires;sécurité nationale enfin avec la campagne très récemment engagée par le FN sur les abris anti-atomiques débouchant logiquement sur la peur du Rouge et la recherche inhérente d'un ennemi politique intérieur .

En fin de compte ce n'est pas tant le nombre d'individus liés à l'extrême droite qui est dangereux; aujourd'hui encore il demeure négligeable,mais le fourmillement d'échange,d'interventions,de bancs d'essai de mots d'ordre qui seront tôt ou tard repris par la droite classique par le biais des transfuges et du discours légitimant et pseudo-scientifique de la nouvelle droite.

La diffusion,dans le corps politique"légal" ou "historique"(UDF-RPR)de la droite parlementaire,des

autoritaires(racisme,extension des pouvoirs répressifs de l'Etat,empiètement du policier sur le judiciaire)semble bien être le principal danger.Il faudra dès lors choisir entre l'argumentation objective-type PS-ou la pratique systématique du désordre de rue comme réaction induite de toute menée"fascisante" comprise comme avertissement à toute tentative ultérieure de généralisation du phénomène.

(correspondance)

(Traveaux Pratiques)

On a pas fini d'entendre parler des fafs; c'est sûr...Tôt ou tard se posera la question d'une intervention directe.Au lieu de chaque fois repenser globalement le problème;il est bon de faire appel à la mémoire militante.Les extraits qui suivent proviennent de la revue Information et Correspondance Ouvrière qui a été la seule revue en langue Française d'échance internationales dans les milieux de l'Ultra-Gauche.

Rappel des faits:Mars 7I;gauchistes et inorganisés viennent de prendre deux claques;à la mutu lors d'une intervention contre un meeting anti-avortement ;au palais des sports contre le meeting d'Ordre Nouveau.

"(...)il parait urgent de reconsidérer notre tactique et notre stratégie,et surtout de faire revenir dare dare l'imagination dans notre camp car il semble bien qu'elle l'ait déserté au profit du volontarisme le plus infantile,de l'autosatisfaction la plus dangereuse.(...)

Pour qui ne veut pas se boucher les yeux,une évidence s'impose.Dans les deux cassages de gueule de la Mutualité et celui dupalais des sports le 9,les gauchistes se sont fait "baiser" en beauté,tombant dans deux pièges savamment tendus. Le premier concerne les éléments centralistes et libertarisants confondus(Secours Rouge,VLR,anars), le deuxième touche plus nettement les centralistes (Ligue Communiste,divers Maos) flanqués de certains inorganisés,n'ayant pas cette fois l'excuse minimum dela surprise. On s'aperçoit ainsi qu'a la Mutu,des camarades,épaulant par ailleurs des filles du MLF sont allés au casse-pipe les mains dans les poches alors que les fafs avaient pensé eux que le sujet attirerait du gauchiste(.). Mais d'autres faits nous concernent plus directement.Tout le monde sait par exemple,que si nous répondpns à la foire fasciste par une attaque frontale(biceps contre biceps,casque contre casque) nous allons d'bord trouver devant nous la flicaille,bien avant les fafs,si jamais nous trouvons ceux-ci.Sans parler de l'utilisation facile pouvant être fait auprès des bonnes gens d'un affrontement direct avec les flics.(...)

Plaçons- nous maintenant uniquement sous l'angle tactico-stratégique;que voulions nous le soir du 9 ? "casser" le meeting faf?bon. Mais alors une attaque frontale attirant ipso facto la cogne avec lesflics.C'est bien connu;on agite la marionnette fasciste,guiliguili, le gauchiste voit rouge,fonce ... et tombe sur le CRS(...)

Ce là dit, ne pouvait-on réllement faire rien d'autre ? Plutôt que de masser des "troupes" devant le palais des sports avec tous les risques inhérents, ne pouvait-on travailler du cerveau plutôt que du casque. Etait-il vraiment impossible (dans ces cas là;on va fouiner quelques jours avant, reconnaître les lieux sans attendre le matin même de la date fatidique), d'imaginer par pure ihypothèse quelques camarades déterminés, bien tranquilles d'allure; allant au meeting et se glissant dans le parking faf pour un feu de joie qui aurait peut-être plus embété les néo-hitlér ens que des charges à plusieurs centaines de mètres de là (...)

Il y a, pour certains, une séduction, une fascination du S.D. gauchiste ou fasciste. Entendu dire du premier: "tu a vu, les fafs, faut faire comme eux, avoir le plus gros casque, etc..." C'est comme çà qu'on oubli ml'imagination, la souplesse, l'intelligence du combat de partisans, les milices ouvrières ..."

I.C.O. (informations correspondances ouvrières)

n° I05, mai I97I

QUELLE ALTERNATIVE

Lors des journées anti-autoritaires qui se sont tenues à Paris les 24-25-26 juin 83, le thème de l'Alternative, quoique resté largement indéfini, suscita une participation majoritaire.

Le débat qui s'ensuivit demeura, à bien des égards, assez flou.Trois moments le ponctuèrent :
- Débat-confrontation des idées (matin).
- Confrontation des expériences (après-midi).
- Compte-rendu-débat (soir).

DEBAT-CONFRONTATION DES IDEES

D'emblée, l'unanimité se fit autour du fait que l'"Alternative" se définissait comme étant en dehors des structures officielles, comme une volonté de prendre sa vie en main ; en un mot, comme étant une tentative de réappropriation du quotidien.

Or, ceci se fait quasiment sans base sociale (I), reflétant ainsi l'absence de mémoire collective, du fait même que l'expression de la lutte de classe semble avoir changé (2).

A partir de cette constatation, deux axes de réflexion s'imposèrent :
- alternative-politique (sans but de production économique).
- alternative-économique (plus intégrée au système de production), composant ainsi les deux pôles de ce qu'il fut convenu d'appeler aternative, amenant de ce fait la question de savoir si elle correspond à un changement de société (d'où le problème de ses rapports avec l'utopie), ou seulement à un simple refus d'une politique s'exprimant dans une dialectique simpliste droite-gauche.

Restait alors à savoir quelle était la place du mouvement alternatif dans la transformation actuelle du capitalisme. En d'autres termes, il s'agit de savoir si cette mouvance (3) concrétise un réformisme visant une adaptation sociale, ou bien, si elle peut être l'expression d'un réformisme incontrôlable qui revêtirait l'apparence révolutionnaire, tenant alors compte de l'alternance droite-gauche, mais concevant sa propre stratégie.

Or, une partie des participants prétendirent qu'on ne peut en aucun cas faire de l'alternative un mouvement révolutionnaire, car celle-ci est dans son essence porteuse d'un refus d'apporter une expression politique quelconque.

Est-ce bien le cas ? Ce qui amena à constater deux faits :
- Toutes les expériences alternatives se font au sein des démocraties bourgeoises.
- Au XIXème siècle, c'est le prolétariat qui produisait les richesses, donc le socialisme c'était s'organiser entre ouvriers. Or cela se complique avec les technologies modernes.

Comment faire réapparaître dans ces conditions une perspective globale ? Que faire face à la constatation que toutes les expériences de la fin des années soixante dix aboutissent aux même ? Ce qui relève d'un problème de synthèse autre que celui des celui
lui des contacts.

La question posée alors était de savoir de quelle manière appartenir à l'alternative sans perdre son caractère révolutionnaire ? Suffit-il de mettre l'accent sur l'aspect politique d'une stratégie sociale, en ouvrant, entre autres, l'expérience, un regard, des succès et des échecs après l'analyse et la discussion des contradictions ; développer la mémoire collective en observant le champ social au travers des expériences qui n'arrêtent pas de se créer et de se renouveler ? Ou bien encore, en occupant les espaces que l'Etat n'a pas l'habitude d'occuper ?

Dans tous les cas, l'enjeu par rapport à la survie ne peut être négligé. En fait, tout ceci contribue à poser une fois de plus le problème de l'identité révolutionnaire et la contribution au changement social par un militantisme "new look". Ici aussi, dans tous les cas, il est nécessaire que cela débouche sur un comportement différent.

Constatations qui furent suivies par la détermination d'un objectif tant général que flou : toucher les gens concernés. D'où un problème de l'information et, en règle générale, du rapport médiatique.

CONFRONTATION DES EXPERIENCES

Si la matinée fut tant soit peu intéressante, l'après-midi souligna l'impression et l'illusion qui régnait, et la nécessité de poursuivre ce qui avait été entrepris le matin et qui ne le sera pas par la suite.

Des quatres expériences dont il fut question, il faut généraliser ce qui peut être retenu sous peine de retranscrire un discours humaniste et narratif d'un quotidien au "je" vraiment pénible, qui en était la teneur et dont on n'a que faire.

Au niveau de la médecine, l'alternative doit établir un rapport différent au sein du problème de la santé. Le but visé serait l'autogestion pour et par les malades à travers la création d'organisations d'usagers de la médecine. Ceci dans le cadre d'une lutte pour l'indépendance visant à une remise en cause de la solidaité sociale. Passer du rôle de spectateur à celui d'acteur.

En ce qui concerne les lieux de vie, il s'agissait de créer un espace social auqúel le gouvernement n'avait pas de réponse.

Démarche similaire pour le Lycée autogéré de la porte de Vanve: centré sur l'échec scolaire et ainsi répondre à une demande existante, après déposition d'un dossier au ministère, sous contrôle d'une commission d'évaluation.

Quand aux radios libres, elles furent définies comme moyens de lutte et de propagande.

LE DEBAT

Ce soir là on aurait pu rester couché. En dehors de la question, "est il nécessaire d'avoir ou non un projet de société pour pouvoir avoir un point de ralliement ?", c'est à dire le problème de l'existance ou non d'une dynamique sociale, rien d'importantne fut abordé.

L'acquis de la matinée ne se manifesta qu'une seule fois, bien que le pb n'est pas été approfondi; la nécessité pour l'alternative d'avoir une assise sociale.

Si l'on avait commencé par considérer ce point comme condition nécessaire à toute alternative, on aurait évité les déboires des comptes rendus d'expériences, qui n'avaient en fait rien de significatif, mais qui n'étaient que pur réformismed'une question de son petit quotidien. Il est évident qu'il ne s'agit pas de se refermer sur soit, avec son groupe d'affinité (SCOP, jeunes, communauté): l'alternative n'est là qu'individuelle.

En celà on ne comprend pas, si ce n'est à cause de cette confusion, les raisons qui ont poussé l'"appellation de "mouvance alternative". Il n'y a pas si les expériences présentées se font dans ces termes. Par contre elle existe si l'on considère qu'il y a encore un encrage, pour certaines dans une réalité sociale plus vaste que celle du groupe d'affinité (cas, quoi que limite, des lycées autogérés).

En ce sens le réformisme est révolutionnaire (4): l'alternative est alors un lieu d'expérimentation sociale générateur d'une pratique sociale, d'une pratique politique, soutenue par une pratique économique.

e n'est plus le lieu d'observation des résistances étatiques, mais celui d'expression de désirs de vivre autrement (5). Le démarquage social se fait alors, d'une part par l'implantation et par la manifestation d'une assise sociale; d'autre part, par la volonté délibérée d'indépendance vis à vis de l'Etat (par rapport aux subvensions). Car il apparait au regard des expériences qui occupent un terrain inhabituel et qui sont pauvrement financées
regard des expériences, que celles qui sont pauvrement financées, sont les plus rapidement récupérées, que celles qui s'auto-financent, avec pour condition sine qua non, d'avoir une assise plus vaste que celà à été jusqu'ici.

Ainsi les journées anti-autoritaires n'ont pas su aborder véritablement le problème (6), elles ont toutefois contribué à exprimer des points d'accords sur la question et marquer, d'une façon très nette, la volonté des divergences à fonder une unité de principe (7): gérer notre quotidien en dépassant l'individuel (le débordement social doit être collectif).

Le débat est donc on ne peut plus ouvert et engagé en ce qui concerne l'alternative (8).

Eddy Merckx

(I) quoique 37 % des SCOP soient crées par des chômeurs.
(2) voir l'appel des trois jours.
(3) Constatant qu'il n'y avait pas à proprement parler de mouvement alternatif, les participants préférèrent parler de "mouvance alternative", rendant ainsi compte de la pluralité des expériences et du manque de cohésion et d'unité de celle-ci.
(4) Tant soit peu que le terme ait encore un sens.
(5) Cf - "ILS VIVENT AUTREMENT" de Supp et Diner, que l'on peut consulter malgrès les réservent que sucitent la démarche et l'engagement des auteurs.
(6) Contrairement au texte d'appel des organisateurs.
(7) Cette volonté se manifeste sporadiquement déjà depuis patiquement deux ans. C'est l'un des moment clef à saisir. L'instant est décisif.
(8) Un travail est en cours sur le "principe auto-alternatif".

Abonnement

abonnement,
pour un an (six numeros)
45 francs, en chèque sans ordre.

TOUT / Le Chaos Final
4I rue des cinq diaments
750I3 Paris

Agit Prop

A la fin des "rencontres anti-autoritaires" de juin dernier, il a été envisager de reproduire l'expérience en I984 autour des thèmes suivant (proposition):
-- la crise et ses conséquences (chômage, travail au noir, etc)
-- luttes anti-guerre (quel pacifisme)
-- technologies nouvelles et lutte de classe
-- quelles pratiques et quelles stratégies face à la gauche au pouvoir?

Des groupes de travail doivent êtres mis en place, pour qu'ils fournissent des matériaux pour le débat.

COJRA, 28 rue Piat, 75020 Paris

Réunions de travail pour les rencontres anti-autoritaires;
-- I7 novembre: luttes anti-guerre
-- I décembre: technologies nouvelles et lutte de classe.

cercle "Garcia Lorca", à 20 h 30, I5 rue gracieuse, 75005 Paris (métro monge).

AINSI SQUATTENT-ILS

Les squatteurs du XIXè.ont publié le premier numéro de leur journal, "Ainsi squattent-ils"."Ce projet de journal se fait avec l'ambition de rendre compte d'une expérience et de faire partager nos acquis avec ceux qui en ressentent le besoin": il s'agit de refuser la sclérose et le ghetto,d'ouvrir l'expérience qui se mène depuis deux ans dans le XIXè.,à l'ensemble des luttes de réappropriation.Ce journal se veut donc aussi"un lieu de confrontation et d'échange entre les différentes luttes urbaines(...)Parce que,finalement,ce qu'il s'agit de diffuser, de faire partager,c'est l'idée qu'il est possible de lutter réellement et ceci de façon vivable et même satisfaisante".Un n°I qui remplit bien ses fonctions :
-informations sur les occupants-rénovateurs.
-crise du logement et urbanisme.
-squatt à Grenoble
-nouvelles de Berlin et d'Amsterdam.
-mode d'emploi pour occuper.

Une initiative qui vient combler un vide certain.

CLES.I05 rue de Crimée 750I9 PARIS.

Après une nouvelle expulsion, le Café des occupants rénovateurs du XIX° a réouvert ses portes, tous les samedis de I9 à 24 h ;
I20 rue de Crimée, 750I9 Paris
metro Laumière.

Un squatt en banlieu c'est plus fréquent qu'on ne le pense ... Il y a même un café ouvert tous les dimanches de II h à 22 h 30 ;
2I9 avenue de la République, 94 Fontenay sous bois .

Le centre de documentation anarchiste "Max Nettlau" organise des réunions-débats;
-- I8 novembre: "la situation en Argentine"
-- 2 décembre: "le problème Corse" de 20 h à 2L h 30
I5 rue gracieuse,75005 Paris (métro place monge).

Permanence logement, ouverte aux squatters, mais aussi aux problèmes des locataires, tous les jeudis de I8 h à 20 h ;
38 rue de l'Ourq, 750I9 Paris (métro Crimée).

le CAIO (Collectif Anti-militariste Insoumission Objection) se réuni les 2° et 4° mercredis du mois, à 20 H 20 h au I05 rue de Crimée (I9°).

Permanence régulière du SOC (secrétariat des Objecteurs de Conscience) tous les samedis matin de IO h à I2h ; 38 rue de l'Ourq (I9°).

Un entrepôt de I600 m2 en plein coeur du XX°, veut contribuer au développement d'activités de toutes sortes. Aujourd'hui une vingtaine d'associations y sont installées (case africaine, enfantss, comité de chômeurs etc ...).

II6 rue des Pyrénées, 75020 Paris

Des individus anti-autoritaires et libertaires, cherchent à ouvrir à Paris un lieu permanent (local) de rencontre, d'expression et de communication.

Un groupe s'est constituer pour faire avancer un tel projet;
Moschi, 25 rue des boulangers, 75005

Que mille ondes rivalisent !!

La dérogation a frappé. Fini les grands airs de conquête démocratique, elle se montre telle qu'elle est : une arme de répression, le vigile de la bande fréquence, le baillon de la libre parole.

La voilà enfin propre la bande FM ! Propre, ordonnée, quadrillée, contrôlée, rentabilisée, pétrifiée, stérilisée, vérouillée par un nouveau monopole à tête multiple !

La FM libre d'avant 1981, ce monde sauvage aux 1000 fleurs radiophoniques, ce jouet accéssible à tous sans droits ni titres, ce territoire libéré est devenu zône occupée.

Bien joué, l'Etat socialiste, voilà une conquête rondement menée ! Monopole à vendre ! Fréquence à sous-traiter ! Au jeu de la dérogation chacun croyait gagner, au marché aux privilèges, il ne manquait personne ...

Mais à ce jeu là, il arrive aussi qu'on perde. Appelé à arbitrer, pourquoi l'Etat se priverait-il de torpiller ses adversaires?

Les choses sont claires désormais: qui dit "autorité" dit aussi "interdits". Une voix dérogée, c'est dix autres muselées; une fréquence accordée, c'est cent radios mort-nées: radios-squatts, radios-luttes, radios-commandos qui ne verront jamais le jours ...

On a cru tuer le monopole, on s'est partagé le gateau.

On a cru gagner un droit, on a assassiné la liberté.

... dix dérogés de plus ne la résuciteront pas.

L'heure n'est plus aux querelles de chiffonniers, l'heure n'est plus au corporatisme et à "l'esprit maison", l'heure n'est plus à la mendicité, l'heure est à la reconquête.

PRENDRE D'ASSAUT LES ONDES DISCIPLINEES, SUBMERGER LE NOUVEAU MONOPOLE DE NOS VOIX DISSONANTES, ABATTRE LES NOUVELLES BASTILLES RADIOPHONIQUES !

Cessons de livrer auxpouvoirs, pieds et poings liés, nos inventions rebelles ! Refusons la carottes de la dérogation ! Rendons la radio à l'insoumission et aux pirates !

CONTRE LA BANDE FM, VIVE LA CONTRE-BANDE !!!

Les Lapins en Colère, Groupes Nuits et Brouillages, Les Mutins de la Mer Rose, Collectif d'Intervention pour un Centre Autonome.

VENT D'EST

Le rock, ou plus exactement certaines manifestationsde malaise social ou de rebellion de la jeunesse tchécoslovaque que cette musique exprime, ont toujours été considérées comme subversives et anti-sociales. Comme exemple très significatif nous pouvons rappeler les persécutions contre le très populaire groupe "Plastic People", durant les années 70. Puis pour quelques années le "front du rock" s'était appaisé. Cet été, autorités et presse de Prague ont ouvert à nouveau le feu contre la jeunesse "rebelle".

En juin dernier a été dissous le groupe "New Wave Patent", qui avait débuté il y a 3 ans et qui connut rapidement un gros succès, en particulier chez les jeunes les plus agités. Biensûr le groupe n'a pas été dissous pour raisons musicales ou politiques, mais pour " irrégularités dans la comptabilité " ! Certains journaux ont cependant vendue la mèche, démentant la version officielle en écrivant que "les New Wave Patent propageaient une musique punk, poussaient les jeunes à l'usage de drogues et à des comportements anti-sociaux " . Un quotidien de province, "Tribuna", a ajouté que les prestations des NWP " attiraient des foules indiciplinées, des jeunes punks qui salissaient les salles en abandonnant des bouteilles de bière vides " . Voilà les délits réels commis par les NWP ...

Le journal saisi ainsi l'occasion pour tirer à boulets rouges sur la new wave en générale, et se lance dans une distinction entre rock progressiste, comme les Beatles ou les Rolling Stones (le journal ajoute Bob Dylan, qui n'a pourtant rien à voir avec le rock) et la musique actuelle. Les premiers ont le mérite dirigé leur musique contre " la barbarie politique des USA " , les seconds en fait n'offrent " que de la saleté culturelle " . La New Wave serait ainsi dirigée "contre les fondements même de la culture et contre tous les canons de l'esthétique " et est naturellement " manipulée par la bourgeoisie pour détourner la jeunesse de la juste voie de la lutte de classe " . Il y a mieux encore: des centres de subversion occidentaux cherchent à introduire en Tchecoslovaquie une philosophie sans future, basée sur l'aliénation des jeunes et leur indifférence face à la société et ses problèmes .

L'offensive anti-punk en Tchecoslovaquie est massive; déjà plus de 30 groupes ont été dissous, on a fixé des normes très rigides pour les apparitions en publique, dont la garantie du comité local des Jeunesses Communistes ou des syndicats. D'autre part les textes devront être en Tchèque de préférence, et non en anglais, et les improvisations seront interdites.

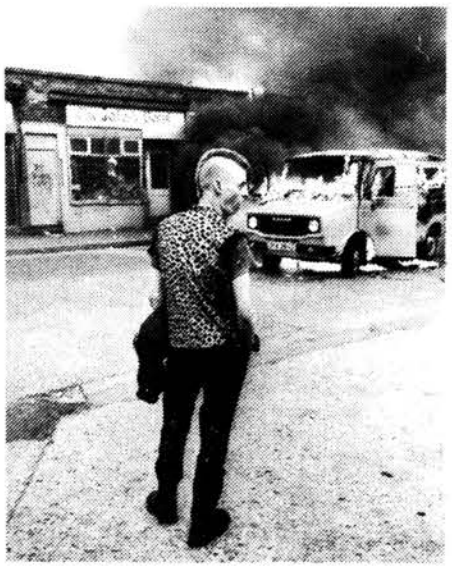
Malgrès tout, quelques groupes continuent ...

Cette nouvelle "Guerre du Rock" est en fait l'indice des problèmes réels de la jeunesse qui s'accommode mal de la grisaille du régime.

Répondant aux articles anti-punk de "Tribuna", une jeune fille a écrit " si notre musique moderne était plus ouverte et plus réaliste, il y aurait eut moins de monde à manifester leurs avis de façon non-appropriée " . Une manière de dire; ou on est punk, ou on vas faire de la politique.

Le pouvoir semble avoire peur des deux.

Wlodeck Goldman



Classes Dangereuses

"CLASSES DANGEUREUSES" se veut un lieu de circulation et de confrontation des expériences passées et présentes des luttes des classes subalternes tant en Europe que sur les autres continents. Derrière cette affirmation générique émerge l'idée de rendre opérante la mémoire des luttes et des stratégies du Capital pour mieux lire notre présent. L'expérience historique de l'affirmation de l'autonomie d'un sujet social en révolte nous semble assez riche pour donner lieu à une critique des historiographies dominantes qui n'ont de cesse que de produire un discours organisé qui balaye les comportements réellement ambivalents, voire ambigüs des identités sociales en rupture d'intégration. Il ne s'agit pas pour nous de constituer uniquement un nouveau savoir positiviste sur les "autres", "ceux d'en bas", les "marginaux" (les jeunes non qualifiés les immigrés, les femmes, pour ne citer que des exemples), mais de construire un discours appréhendant l'évolution sociale depuis plus d'un siècle -même si, sur certaines questions, dans un premier temps, nous risquons de tomber dans ce travers.

Car le caractère politique du projet veut s'exprimer par un refus certain de tout ce qui nous conduirait à rabâcher une bouillie opéraiste à la française, serait-elle du meilleur cru. Nous voudrions plutôt participer par des discussions à l'émergence d'une culture politique originale qui prenne en compte l'ensemble des conflictualités sociales à partir d'un regard qui souligne sa propre subjectivité sans pour autant l'ériger en programme universel.

Ce projet à long terme recouvre plusieurs modes d'expression publique : revue, lettre mensuelle, journées-débats qui doivent être autant de moments de confrontation.

Dans le numéro 2/3 qui paraîtra à la mi-novembre, nous aborderons principalement trois thèmes : l'Irlande, le Guatemala et l'Amérique Centrale, et les squatts à l'échelle européenne.

l'Irlande : les ouvriers non qualifiés à Dublin avant la Ière guerre mondiale. Larkin et la grève de Dublin en 1912. Travelling sur Belfast.

Le Guatemala : L'Amérique centrale, enjeu pour les Etats-Unis. Histoire de l'opposition politique et syndicale. Histoire des mouvements de guérilla.

Les squatts : Les occupants rénovateurs du XIXème. Berlin : un bilan. Amsterdam : Wyers. Japon : histoire du mouvement étudiant en particulier à Tokyo (Todo Tosho).

Le CEDOS (Centre d'Etudes et de Documentation Ouvrières et Sociale) en plus de la publication de sa revue, "Classes Dangereuses", envisage;
-- de publier une "lettre mensuelle d'information", envoyée par abonnement (200 frs par ans);
n° 1 - l'affaire Negri, débat sur l'amnistie chez les militants politiques italiens, polémique Negri/Roth.
n°2 - Questions indiennes, lutte de classe et guerrilla au Guatemala; 1944 1983.
n°3 - Luttes ouvrières en Italie: l'expérience de l'Alfa Roméo 1979-1981.
-- de mettre à disposition des dossiers de presse thématiques.Les journeaux traités sont; Le Monde, le Figaro, le Parisien LIbéré, le Matin, Libé, la Croix, L'équipe, mais aussi Der Spiegel, Die Zeit, Frankfurter Allgemeine, La Stampa, la Reppublica, L'Espresso, etc.
CEDOS, 91 rue Championnet, 75018 Paris.

BD

Necron (ed. Albin Michel/l'echo des savanes).

La doctoresse Frieda Boher a un petit faible pour les cadavres. Disons qu'elle ne peut baiser qu'avec eux ... Elle décide donc de "fabriquer" une créature mi-cadavre, mi-robot, pour son usage personnel ... Le monstre, avantageusement monté, qu'elle nomme Necrn, est une bête de sexe, abruti, sournois, servil et à ses moments perdus nécrophage, véritable incarnation de tout un inconsient pervert refoulé. Exclus du monde des "vivant" ce couple démoniaque décide de lui nuire tant que faire se peut. Une BD qui aurait immanquablement plue au divin marquis

Louis la guigne (ed. Glenat)

Ancien soldat de la guerre de 14-18, ancien mutin de la mer noire, contre la guerre et le militarisme, Louis rentre à Paris pour être pris dans un meli-melo policier où se recoupent, flics, spéculateurs, milieux politiques et une sympathique bande d'anarchistes, qui sera décimée. Une bonne reconstitution d'ambiance des temps troubles de l'entre deux guerres, un vrai polar avec tout ce qu'il faut pour captiver. Une suite arrive bientôt.

Ranxerox, bon anniversaire Lubna (Albin/l'écho)

Toujours aussi bestial, toujours aussi moche et sympathique, Ranxerox nous entraine une fois encore dans la métropole inhumaine du futur. A lire absolument avant 1984.

ANARCOMA (ed. Artefact)

Un "polar" qui a pour cadre les milieux marginaux-invertits de l'Espagne démocratique post-franquiste. Anarcoma, travelo sympathique qui traine sur les ramblas de Barcelone, se trouve embarqué, un peu par hasard, un peu par goût de l'aventure, dans une "folle course" pour retrouver la machine à anihiler les désirs qui a été dérabée au professeur Onliyou, son inventeur. Une quête où se rencontrent et s'affrontent les frères Herr, deux professeurs fous, le milieu (la bande du s. Caballito), une secte fascistoide (les chevaliers du St Ordre de San Réprimero) une autre secte post-féministe (Métamorphosine et des Piranhas borgnes), les flic, plus nombre de fausses machines lancées pour brouiller et embrouiller les pistes, sans oublier le robot XM2 qui devient l'amant de notre héros-héroine. Une histoire embrouillée à souhait, mais néammoins passionnante et une folle ambiance métropolitaine.

Graser Monténégro

Frida Boher dans Necron

UN O.S. DANS LA GORGE

(suite de la p. 3)

uellement c'est sanctionner la continuité d'une conflictualité sociale dans et hors de l'usine tout au long de cette derniére décennie.

Même si le verrou fondamental des grilles de classification-ultime rempart contre un déferlement incontrôlable des revendications ouvrières depuis une dizaine d'années-n'a pas sauté mais est encore un peu plus ébranlé,un peu moins crédible qu' auparavant,ces grèves ont coûtées chéres,trés chéres en augmentations salariales,en primes diverses et en véhicules perdus aux firmes automobiles françaises.Surtout dans la conjoncture économique actuelle alors que les concurrents étrangers sont pratiquement tous parvenus à faire accepter un consensus productif face à la crise.

Mais,le prix le plus élevé,le plus lourd et peut-être le moins quantifiable sera sûrement celui que devra règler plus particuliérement le groupe PSA dans la région parisienne (Citrõen et Talbot).Et dans le rôle d'héritier la CGT y aura fort à faire pour réduire l'insubordination,la résistance à l'exploitation organisée et structurée par les réseaux de délégués de châine.Car c'est là tout un système disciplinaire garant d'une haute productivité et de bas salaires(différenciel de 20%avec Renault)qui s'est écroulé.

A un niveau plus général,les avantages substanciels arrachés par les OS de l'automobile ont contribués à faire sauter les impératifs de rigeur prescrits par le gouvernement en 83.Les mauvais indices de septembre en portent les marques. L'exigence de maintenir l'inflation à 7,5% en 84 ne parait déjà rien moins que risquée.

La CGT"productiviste"et la CFDT "réaliste" peuvent bien faire campagne en faveur d'une industrie forte ou d'un partage des emplois assorti d'une réduction du temps de travail,la base-et pas seulement immigrée-n'entend nullement en faire les frais en terme de revenus.Surtout lorsque c'est "son gouvernement" qui se trouve au pouvoir.

C'est pourtant bien là que se joue l'avenir de l'expérience gouvernementale de la gauche,dans sa capacité à faire accepter la pillule amère de la restructuration d'un appareil industriel dans lequel la conflictualité et la défense des positions acquises demeurent très fortes.

Pourtant,malgrés sa violence,ses enjeux tactiques,ce mouvement n'a rien exprimé de fondamentalement nouveau;rien de plus que ce que martellent les luttes ouvrières depuis la révolte des OS du Mans en 71 et que les stratégies patronales et syndicales ont tant de mal à contrôler;c'est-à-dire l'irruption au coeur de l'usine des signes d'une fermentation sociale dont la manifestation principale a pour nom de-safectation envers le travail; refus de demeurer un élément,un rouage passif et interchangeable d'une gigantesque machine à produire une richesse sociale dont la consommation-si elle tend à être mieux partagée-s'avère subjectivement de plus en plus étrangère au monde de l'usine, à l'univers de la production.

Le fossé s'élargit entre la société le travail et la discipline productive.Et c'est peut-être là la chose actuellement la mieux partagée.Même lorsqu'il proclame la décomposition de la classe,voire sa disparition au sein de la grande famille des classes moyennes,le discours patronal,à travers ses enquêtes sur les comportements ouvriers,n'est pas dupe.Le refus du travail,de l'autorité hiérarchique garante de la discipline d'usine traverse l'ensemble du collectif ouvrier(voir "l'usine nouvelle du 3 nov.83:où est passée la classe ouvrière?").Et chez les jeunes OP,la fonction de division qu'assure la qualification tend à s'estomper face au phénomène conjugué de l'appauvrissement des tâches qualifiées et de la surdétermination des besoins subjectifs de la composante jeune du prolétariat.

C'est pourquoi toutes la luttes tournent au fond autours d'une seule et unique préoccupation:"ne pas perdre sa vie à la gagner",et dans un premier temps se réduit à la question de savoir comment s'échapper de l'usine,du travail ou au moins, comment dès maintenant en réduire le rythme,en restreindre les exigences, la dictature.

Si la désaffectation envers le travail,la résistance à l'exploitation et sa signification plus profonde c'est-à-dire la perméabilité à des préoccupations et des modes de comportement nés hors de l'usine est vrai pour l'ensemble des OS et des jeunes OP elle prend une ampleur particulière rapportée à la communauté immigrée.

On ne peut pas ne pas voir à l"occasion de ce "mai rampant des immigrés"qu'il s'agir là d'un mouement qui dépasse largement l'usine et dont la problèmatique est traversée par des préoccupations générales concernant sa place dans la société française,l'état d'infra-droit,de surexploitation dans lequel ils se trouvent et plus profondemment encore l'avenir de leurs enfants-la seconde génération-dont l'été lyonnais est venu fort à propos rappeler l'existence rebelle .

Même si ce questionnement n'a pas encore trouvé-sinon ponctuellement, sinon individuellement-de réponse collective et généralisable,ces grèves ont eu le mérite d'en rappeler l'actualité et la prégnance.

Tony Gorgonzolla

NO MAN'S LAND

Heureuse initiative que la publication de"No Man's Land",une sorte de premier bilan polymorphe de l'expérience des squatts du XXè.;"le souvenir d'une expérience qui n'a pas dit son dernier mot,qui couvait en son sein une multitude d'idées, qu'elles furent réalisées ou pas" mais aussi la volonté de"s'expliquer une fois pour toutes,de se rappeler les occasions ratées,les erreurs commises,les moments réussis". Des interviews,des documents,des articles,des souvenirs,des réflexions, des dessins,des photos,des tracts, autant de fragments pour"laisser une trace de ces trois années de vie que peu de gens ont vécu intensément.Une vie de luttes et de fêtes, de rire et de tristesse,de joie et de peur,de dynamisme et d'abandon, d'amitiés et de haines",pour comprendre le pourquoi et le comment de l'échec,pour tirer des leçons.Une contribution au débat qui concerne, au-delà des squatts,l'ensemble des problèmes actuels du mouvement;le débat sur l'alternative,sur les pratiques possibles ici et maintenant, sur le projet d'une vie échappant à l'ordre du salariat et de l'économie.

- NML c/° Le Chaos Final
  41 rue des Cinq Diamants
  75013 PARIS
- NML c/° Publico
  145 rue Amelot
  75011 PARIS

TOUT!

"TOUT" fête en quelque sorte son premier anniversaire.La parution de six numéros nous apparait rétrospectivement comme étant déjà un petit exploit.

Si tout au long de cette année de traversée du désert le journal a assuré et assumé le rôle positif de la continuité d'une présence politique minimum de la sensibilité autonome dans le mouvement,il nous semble aujourd-hui que,tel quel,cet instrument ne répondait plus ou répondait mal aux enjeux,aux besoins organisatifs du môment.

A l'origine,en effet,le projet de "TOUT" était essentiellement conçu comme moyen d'aller à contre-courant du reflux,de briser l'éparpillement et l'atomisation des énergies et des initiatives.Ce qui signifiait, reprendre un procés de circulation des informations,susciter le débat et la confrontation,crées un réseau de contacts.

Le journal a donc été géré,dans un premier temps,surtout comme instrument de liaison,sans posséder de dynamique propre;ou plutôt,celle-ci a commençée à s'affirmer peu à peu, au fil des numéros.

En ce sens,nous avons pu mesurer tout le chemin parcouru,tant par la révélation de certaines limites,par une certaine désillusion(quant-à la capacité des groupes résiduels du mouvement révolutionnaire à sortir de sa merde),que par la vérification de toute la puissance et l'interêt d'un journal de mouvement comme médiation,comme représentation de notre projet politique.

Ce sont les raisons pour lesquelles ce numéro porte les marques d'un recentrage et d'une redéfinition de notre démarche collective dans une direction qui nous semble par ailleurs pouvoir contribuer à apporter des réponses à un questionnement beaucoup plus large.

Donc plus,...beaucoup plus qu'une "boite aux letres","TOUT" se voudrait désormais journal de mouvement,journal en et dans le mouvement,avec l'ambition supplémentaire de pouvoir s'inscrire dans le mouvement de la classe toute entière comme un moment, un instrument d'analyse et de diffusion de données et d'expériences concrêtes dans le cadre d'un travail d'investigation suivi.D'où dans ce présent numéro la tentative de défricher des secteurs de l'analyse politico-économique laissés à l'abandon depuis quelques années et cette sensibilation,par ailleurs trés orientée,aux enjeux soulevés par les luttes ouvrières dans l'usine,sur le lieu de production direct ,et surtout à leur possible dépassement et jonction avec des luttes animées par d'autres composantes de la classe.

Certains pourront y voir un retour en force de la "centralité ouvrière". Ce ne sera pas tout à fait vrai, dans la mesure où notre intention serait plutôt de montrer en quoi l'usine n'est plus aujourd'hui qu'un moment, l'un des moments du développement possible d'un cycle nouveau de luttes, dont les caractéristiques sont déjà apparus çà et là dans l'étendue du champ social.

C'est de toute manière un contrebalancement et un réequilibrage nécessaire par rapport aux années précédentes où l'attention légitime portée sur les nouveaux protagonistes des luttes (anti-nucléaires, femmes, jeunes immigrés, squatters ...) avait signifié la disparition pure et simple de l'analyse du cycle productif direct dans la réflexion théorique du mouvement ou de ce qui en tennait lieu.

De nouvelles conditions de parution donc, qui résultent d'un élargissement de la rédaction et d'un affinement du projet; pour un journal qui soit lieu de "vulgarisation" du savoir, de socialisation de la connaissance, instrument de recherche et point focal du patrimoine pratique du mouvement réel. Pour celà, nous nous sommes fixé l' objectif de tenir une parution tous les deux mois. D'autrepart, pour renforcer la liaison, promouvoir le rôle de relai entre les expériences et les groupes quelques peu isolés joué par "TOUT", nous envisageons la parution bimestrielle d'un bulletin de liaison aux lecteurs/usagers du journal (distribué par abonnement), avec des informations, des initiatives, dans un style synthétique, pour faire circuler l'information, favoriser les contacts, etc.

Pour rompre enfin le désert de nos solitudes juxtaposées.

Le Collectif de Rédaction.